



REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE
FAMILIALE (ProDAF)

RAPPORT D'ACTIVITES

BILAN D'EXECUTION GLOBAL DU PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL (PTBA) 2020 DU ProDAF DANS LES REGIONS DE MARADI, TAHOUA ET ZINDER AU 31 décembre 2020

Guichets :
ProDAF/FIDA/ASAP
ProDAF/FEM
ProDAF/OFID

NOVEMBRE 2020



Table des matières

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	4
INTRODUCTION	8
I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME	9
1.1 Objectifs et composantes du programme	9
1.2 Approches d'intervention et Zone	9
II. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME	11
2.1. Pertinence du programme	11
2.2. Efficacité et efficience du projets ProDAF/MTZ	13
2.3. Efficience des actions du ProDAF/MTZ	14
2.3. Effets et impacts du programme	15
2.4. Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE	16
III. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DU PTBA 2020 DU ProDAF AU 31 décembre 2020	18
3.1. SYNTHÈSE DES REALISATIONS PHYSIQUES DU PTBA (PRODUITS LIVRES/ATTEINTS) AU 31 décembre 2020 PAR COMPOSANTE TECHNIQUE	18
3.1.1. Synthèse de l'exécution physique par composante	18
3.1.2. Synthèse de l'exécution physique par guichets	18
3.1.4. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA 2020 au niveau de la composante B « Accès aux marchés des exploitations familiales »	21
3.2. SYNTHÈSE DES REALISATIONS FINANCIERES DU ProDAF AU 31 décembre 2020	22
3.2.1. Synthèse de réalisations financières par guichet	22
3.2.2. Synthèse de réalisations financières par composante	23
3.2.3. Synthèse de décaissement par composante et par guichet	23
3.2.4. Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2020 par catégorie pour les guichets ProDAF/FIDA, ProDAF/ASAP, ProDAF/FEM, ProDAF/OFID	24
IV. ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PTBA AU 31 décembre 2020 PAR COMPOSANTE, PAR CATEGORIE ET PAR ACTIVITE STRUCTURANTE (AS) POUR LES GUICHETS ProDAF/FIDA, ProDAF/ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM	27
4.1. Etat de mise en œuvre de la composante A : « renforcement durable de l'agriculture familiale » par Activité Structurante (AS)	27
4.1.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS1 : Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont la cartographie et le SIG	27
4.1.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux	29
4.1.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS3 : Aménagement des sites de Petite irrigation	32
4.1.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique	34
4.1.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS5 : Développement des cultures irriguées	36
4.1.6. Etat d'exécution physique et financière de l'AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture	38
4.1.7. Etat d'exécution physique et financière de l'AS7 : Renforcement	40

<i>organisationnel et institutionnel</i>	40
<i>4.1.8. Etat d'exécution physique et financière de l'AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle</i>	41
4.2. Etat de mise en œuvre de la composante B : « Accès aux marchés » par AS	43
<i>4.2.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS9 : Construction des plateformes de commercialisation</i>	43
<i>4.2.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS10 : Construction/réhabilitation des pistes rurales</i>	46
<i>4.2.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS11 : renforcement des structures de gestion</i>	49
<i>4.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE</i>	52
<i>4.2.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS13 : Intégration régionale des échanges</i>	54
4.3. Etat de mise en œuvre de la composante c « gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs »	56
<i>4.3.1. Etat d'exécution physique et financière des activités de suivi-évaluation et gestion des savoirs</i>	56
<i>4.3.1.1. Etat d'exécution physique et financière des activités du Suivi Evaluation du ProDAF</i>	56
<i>4.3.1.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Communication</i>	59
<i>4.3.1.3. Etat d'exécution physique et financière des activités de Dialogue politique</i>	60
III. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PTBA 2020	63
IV. CONCLUSION	63

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACAP : Appui Conseil Agricole Paysan
AcSSA : Action pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
ADL : Agent de Développement Local
AEF : Analyse Economique et Financière
AGR : Activité Génératrice de Revenu
AHA : Aménagement Hydro-Agricole
PPC : Petit Périmètre Communautaire
MP : Micro Projet
AICS : Agence Italienne pour la Coopération au Développement
APD : Avant-Projet Détaillé
APS : Avant-Projet Sommaire
AS: Activité Structurante
ASAP : Adaptation for Smallholder Agriculture Program
AUE : Association des Usagers de l'Eau
BAGRI : Banque Agricole du Niger
BEC : Bon d'Enlèvement et de Commercialisation
BEEEI : Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes des Impacts
BCER : Brigade Communal d'Entretien Routier
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
BV: Bassin Versant
CCS : Centre de Collecte Satellite
PRAPS : Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
GIZ : Coopération Allemande au développement
AGRHYMET : Centre régional de formation et d'application en agro météorologie et en hydrologie opérationnelle
SAHEL : Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage
CENAT: Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP : Champ Ecole Paysan
CEPM: Champ Ecole Paysan Maraicher
CES/DRS : Conservation des Eaux du Sol/Défense et restauration des Sols
CGES : Cadre de Gestion Environnementale et Social
PGPP : Plan de Gestion des Pestes et pesticides
CILSS : Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMNNC : Commission Mixte Nigéro/Nigériane de Coopération
CNSEE : Centre National de Surveillance Ecologique
COGES : Comité de Gestion
COFO : Commission Foncière
CONCERN : Organisation non-gouvernementale Irlandaise
COSOP : Programme d'option stratégique pays
COSTAB : Table des coûts
CP : Comité de Pilotage
CPRP : Cadre Politique de réinstallation des Populations
CRA : Chambre Régionale d'Agriculture
CSSA: cadre stratégique de Sécurité Alimentaire
CTL : Cellules Techniques Locales
DANO : Demande d'Avis de Non Objection
DAO : Dossier d'Appel d'Offre

DCP : Document de Conception du Programme
DIPE : Dispositif d'Innovations paysannes en Elevage
DMP : Dossier de Micro Projet
DRA : Direction Régionale de l'Agriculture
DRGR : Direction Régionale de Génie Rural
DREL : Direction Régionale de l'Elevage
DRF : Demande de remboursement des Fonds
FCFA : Franc de la Communauté Financière de l'Afrique de l'Ouest
FDS : Forces de Défense et de Sécurité
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
FISAN : Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FF : Forfait
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
GACAP : Groupes d'Appui Conseil Agricole Paysan
GFS : Grenier Féminin de Soudure
GIE : Groupement d'Intérêt Economique
GSC : Groupement de Service Conseil
HC/i3N : Haut-Commissariat à l'Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ICRISAT: International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IEC: Information-Education-Communication
IF : Institution Financière
INRAN : Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
INSAH : Institut du Sahel
IRE : Intégration Régionale des Echanges
JDC : Jardin de case
JPO : Journée porte ouverte
K2M : Corridor Kano-Katsina-Maradi
Km : Kilomètre
MAEP : Mini Adduction d'Eau Potable
MAG/EL : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG: Marché de Demi Gros
MECAT : Mutuelle d'Epargne et de Crédit
MER : Micro Entreprise rurale
MMD : Mata Masu Dubara (Femmes ingénieuses)
MP : Maison de Paysan
NIGELEC : Société Nigérienne de l'Electricité
CVGER : Comité Villageois de Gestion et d'Entretien Routier
NIF : Numéro d'Identification Fiscale
OFID : Fonds de l'OPEP pour le Développement International
OME : Ouvrage de Mobilisation des Eaux
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OP : Organisation Paysanne
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PASADEM: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PAU : Politique Agricole de l'UEMOA
PDE : Pôle de Développement Economique
PDES : Programme de Développement Économique et Social
PFC : Plate-Forme de Commercialisation
PI : Petite Irrigation

PPI : Projet de Petite Irrigation
PPP : Partenariat Public-Privé
ProDAF : Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PTBA : Programme de Travail et de Budget Annuel
PTF : Partenaires Techniques et financiers
PUSADER+ : Projet d'Urgence d'appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural
RECA : Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger
RNA : Régénération Naturelle Assistée
SDDCI : Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
SIG : Système d'Information Géographique
SIMA : Système d'Informations sur les Marchés Agricoles
SPIN : Stratégie de Petite Irrigation au Niger
SPR/CR : Secrétaire permanent /Code Rural
STD : Service Technique Déconcentré
SVPP : Service Vétérinaire Privé de Proximité
TBV : Traitement des Bassins Versants
TDR : Termes de Référence
TEF : Taux d'Exécution Financière
UAM : Université Abdou Moumouni
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain
URGP: Unité Régionale de Gestion du Programme
VSF : Vétérinaire Sans Frontière
YARDA : Institution de Micro finance

Tableau 1: Liste des accords de financement du Programme Niger FIDA

Projet/Programme	Référence des Accords de financement	ETAT
PASADEM		
Don/FEM	GEF-FSP-15-NE	Clôturé
Prêt/FIDA	Instrument financier n° 1000004147 réf.: L-I-853-NE	Clôturé
PPI Ruwanmu		
Don/FIDA	Instrument financier n° 1000004323 réf.: G-I-C-1390-NE	Clôturé
Prêt/FIDA	Instrument financier n° 1000004321 réf.: L-I-877-NE	Clôturé
Prêt/Fonds Fiduciaire Espagnol	Instrument financier n° 1000004327 réf.: L-E-14-NE	Clôturé
PAMIRTA		
Prêt/Coopération Italienne	réf. : F.ROT/AID 13/009/0	Actif
PUSADER +		
Prêt /OFID	Accord de financement n° 1559P	Clôturé
ProDAF/FIDA&ASAP		
ProDAF/ASAP	Instrument financier n° 20000001117	Actif
ProDAF/FIDA Don	Instrument financier n° 20000001116	Actif
ProDAF/FIDA Prêt	Instrument financier n° 20000001115	Actif
Prêt supplémentaire FIDA	Instrument financier N° 2000000111542	Actif
Don supplémentaire FIDA	Instrument financier N° 2000000111541	Actif
Don supplémentaire FIDA	Instrument financier n° 2000000111645	Actif
Prêt supplémentaire ???	Instrument financier n° 2000000111647	Actif
ProDAF/OFID		
Prêt /OFID	Prêt N° 1683P	Actif
ProDAF/FEM		
ProDAF/FEM	Don N°200001618	Actif

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'opérationnalisation de ses politiques et stratégies de développement, notamment, le PDES (-2023) et le Plan d'Action 2016-2020 de l'initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » dont l'objectif global est de « Contribuer à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus », le Niger a sollicité et obtenu de ses partenaires techniques et financiers le financement de plusieurs projets et programmes de développement.

Le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) qui en constitue l'une des opérations majeures est l'aboutissement de la volonté du Gouvernement du Niger et du FIDA avec l'appui d'autres bailleurs multilatéraux et bilatéraux pour soutenir l'agriculture familiale. En vue d'une mise à l'échelle des acquis en matière de lutte contre la pauvreté et de l'insécurité alimentaire La mise en œuvre de ce programme s'inscrit également dans le Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP 2013-2021) du FIDA. En effet Le ProDAF ambitionne de mettre à grande échelle les expériences positives des projets financés par le FIDA, notamment le PASADEM et le PPI-Ruwanmu dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder sur une période de 8 ans (2015-2023).

Depuis 2018, la zone d'intervention du programme s'est élargie à la région de Diffa avec la mobilisation d'un Don de la Coopération Norvégienne (NORAD) en complément du reliquat de l'Allocation du FIDA pour le Niger pour la période 2016-2018. Aussi à partir de 2020, la formulation et la mise en œuvre d'une nouvelle opération dénommée PRECIS renforce cette extension géographique du programme en intégrant la région de Dosso et les parties septentrionales des régions de Maradi, Tahoua et Zinder, le financement global des projets s'élève à plus de 450 millions de dollars US.

L'exécution de tous ces projets du Programme Niger FIDA se base sur des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). La mise en œuvre du programme fait annuellement l'objet d'au moins deux missions de supervision conjointe FIDA/Gouvernement en vue d'appuyer les unités de gestion pour une amélioration continue de la performance du programme.

Déjà, le ProDAF/MTZ a à son actif cinq (5) PTBA élaborés, validés par les sessions du comité de pilotage et le FIDA et mis en œuvre par les URGP et la CENRAT.

Le PTBA 2020, en cours d'exécution a été révisé en Août et approuvé par la session du Comité de Pilotage (CP) tenue à Niamey les 13 et 14 août 2020 et validé par le FIDA pour un montant révisé total de 19 938 454 334 FCFA.

C'est donc dans le souci de permettre aux membres du comité de pilotage de mieux apprécier d'une part les progrès enregistrés sur les plans physique et financier par le ProDAF dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder que ce bilan d'exécution du PTBA 2020 révisé a été élaboré par la CENRAT en collaboration avec les URGP à l'intention des membres du comité de pilotage. Le présent document qui tient lieu de bilan global de l'exécution du programme au 31 décembre 2020, consolide les informations contenues dans les bilans élaborés par les URGP et CENRAT.

Le document est structuré de la manière suivante :

- Introduction ;
- Description succincte du programme ;
- Vue d'ensemble de l'exécution du programme ;
- Bilan physique et financier du ProDAF au 31 décembre 2020 ;
- Etat de l'exécution physique et financière du PTBA 2020 par composante et par activité structurante (AS) ;

- Principales contraintes/difficultés rencontrées et les mesures correctives adoptées ;
- Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision conjointe ;
- Conclusion ;
- ANNEXES

I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME

1.1 Objectifs et composantes du programme

L'objectif global du Programme est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises de 290 000 ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Son objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Les résultats attendus en termes d'impacts de la mise en œuvre du ProDAF sont entre autres (i) La réduction de l'indice de pauvreté régionale ; (ii) La réduction du taux de malnutrition infantile (% filles/garçons souffrant d'insuffisance pondérale, de malnutrition chroniquement ou aigüe) ; (iii) L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction du nombre de mois de la période de soudure, diversité du régime alimentaire) ; (iv) L'amélioration de la résilience climatique de 290 000 des ménages.

Les principaux indicateurs retenus pour des impacts en lien avec l'objectif du développement du programme sont les suivants : (i) Le nombre de ménages ayant bénéficié des services du programme ; (ii) La proportion des producteurs/trices ayant augmenté la marge nette de leurs activités agricoles ; (iii) L'augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés ; (iv) L'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les marchés réhabilités et (v) Le nombre de producteurs ayant amélioré leur résilience climatique.

Pour atteindre son objectif de développement susmentionné, le ProDAF est structuré en trois composantes dont deux techniques (A et B) et une de coordination, gestion du programme, suivi évaluation et gestion des savoirs (C) :

- ***Composante A: Renforcement de l'agriculture familiale durable*** : avec comme objectif l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales.
- ***Composante B: Accès aux marchés*** : qui vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les entreprises agricoles familiales.
- ***Composante C: Coordination et gestion du Projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs*** : dont l'objectif est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet.

1.2 Approches d'intervention et Zone

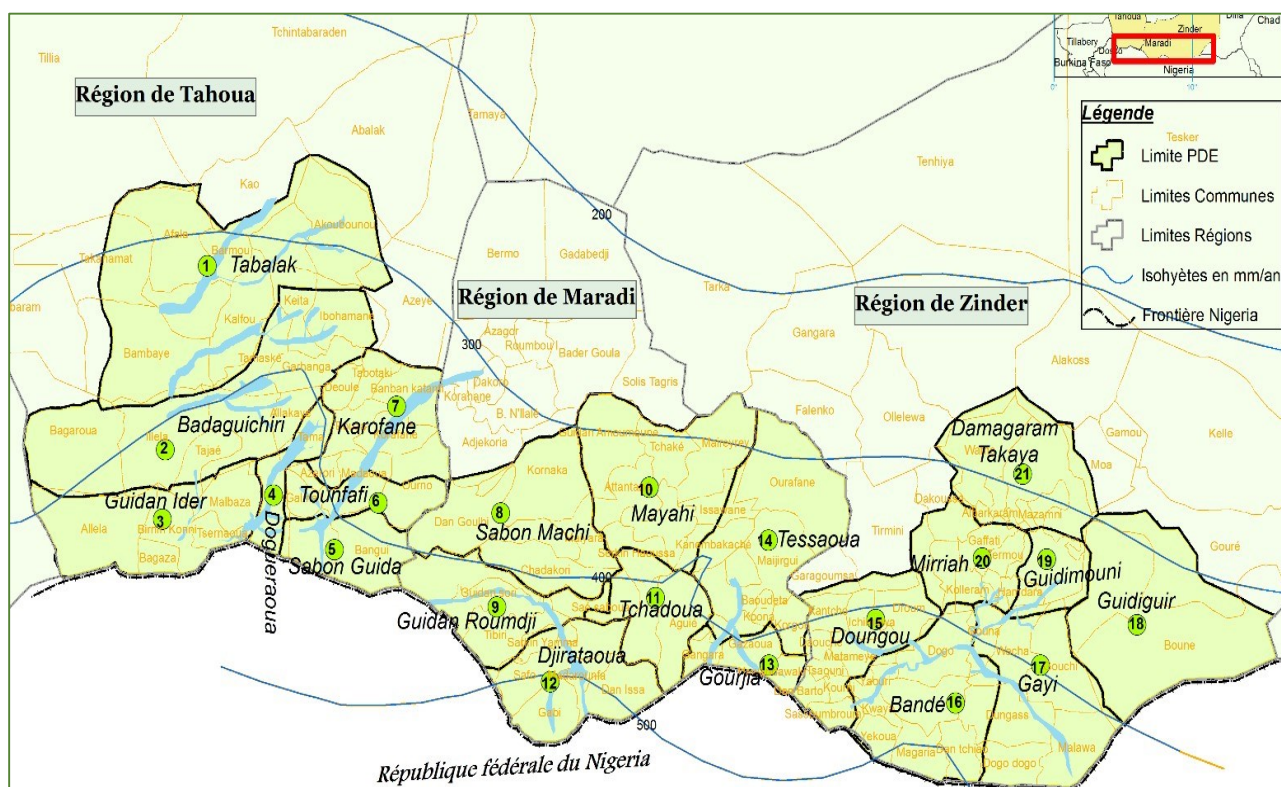
La mise en œuvre du ProDAF repose sur des équipes comprenant des ressources humaines compétentes, des instruments efficaces de suivi évaluation et de gestion fiduciaire, une base de connaissances conséquente, et un réseau de partenaires diversifié. Le ProDAF est bâti sur les leçons tirées des projets du FIDA (PASADEM pour l'agriculture pluviale et les marchés de céréales, Ruwanmu pour la culture irriguée, les AUE et les marchés de produits maraîchers ainsi que le dispositif de pistes rurales commun aux deux projets) et des autres PTF. Les

synergies et complémentarités seront développées avec les autres projets avec lesquels le ProDAF partagera des activités, ainsi qu'avec les autres intervenants dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, de la mobilisation des eaux, de la petite irrigation, du développement des marchés notamment les instances communales, les organisations de producteurs tant à la base qu'au niveau régional, et les services techniques de l'état.

Le ProDAF met en œuvre ses activités autour de 21 Pôle de Développement Economique (PDE) dans les régions de Zinder, Maradi et Tahoua comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Répartition des PDE par région

PDE de Maradi	PDE de Zinder	PDE de Tahoua
1. Tessaoua	1. Gayi	1. Badaguichiri
2. Guidan Roundji.	2. Bandé/Magaria	2. Guidan Ider
3. Djirataoua	3. Mirriah	3. Karofane
4. Sabon Machi	4. Damagarm Takaya	4. Tounfafi
5. Gourgia	5. Guidimouni	5. Dougueraoua
6. Mayahi	6. Guidiguir	6. Sabon Guida
7. Tchadoua	7. Doungou/Matameye	7. Tabalak



Carte 1 : Zone d'intervention du ProDAF

II. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME

2.1. Pertinence du programme

La pertinence des projets est analysée sous les angles de (i) cohérence des projets avec les politiques et stratégies du pays ;(ii) Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA et les COSOP ; (iii) la réponse aux besoins des populations rurales pauvres et (iv) Efforts d'harmonisation, de synergie et de complémentarité avec les autres partenaires.

Dans ce sens, la pertinence du ProDAF/MTZ a été confirmée et confortée dans toutes ses dimensions par la revue à mi-parcours, intervenue en juin 2019

Par rapport à la cohérence des projets avec les politiques et stratégies nationales le ProDAF/MTZ est élaboré et mis en œuvre pour contribuer aux efforts de l'Etat du Niger à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations nigériennes. Il est aligné aux instruments de politique de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier à celui du développement agricole : Le ProDAF/MTZ s'inscrit dans la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035 qui est une vision à long terme de la société nigérienne et de son développement. A cet effet, la SDDCI sert de cadre de référence à toutes les stratégies et actions du Gouvernement à l'horizon 2035 et vise à « dépasser l'immédiateté et l'urgence des situations » pour contribuer à la construction de l'avenir en anticipant et préparant les transformations structurelles dont le pays a besoin à travers la planification des orientations stratégiques de long terme. A court et moyen terme le ProDAF s'inscrit et s'aligne également aux objectifs des politiques et stratégies nationales suivantes :

- (i) Le Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015 revu pour la période 2017-2021 notamment au niveau de l'axe 2 (programme 3 : développement du capital humain) ; axe 3 (programme 5 : développement du secteur privé et programme 6 : sécurité alimentaire et développement agricole durable) et axe 5 (programme 10 : gestion durable des terres, des eaux et de la diversité biologique et programme 11 : amélioration du cadre de vie des populations et lutte contre le changement climatique) ;
- (ii) La Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN) qui vise à améliorer la contribution de la petite irrigation à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger. A ce niveau également le ProDAF a effectivement contribué à la mise en œuvre de trois (3) de ses objectifs spécifiques à savoir : les ressources en terres et en eau sont gérées de manière durable pour la petite irrigation ; les irrigants mettent en valeur le potentiel irrigable de manière optimale ; les irrigants et les organisations des producteurs ont accès aux marchés pour leurs produits.
- (iii) L'Initiative 3N (i3N) et le Plan d'action de 2016-2020 de l'Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable dont l'objectif spécifique est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles. Il contribue directement à l'atteinte des objectifs de quatre des cinq axes stratégiques de l'Initiative à savoir :
 - Axe 1 « Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques »,
 - Axe 2 « Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires » ;
 - Axe 3 « Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes » ;
 - Axe 4 « Amélioration de l'état nutritionnel des nigériens ».

Contribution du ProDAF/MTZ à la mise en œuvre du plan d'action de L'Initiative 3N 2016-2020

Le ProDAF/MTZ s'aligne parfaitement aux politiques agricoles nationales à travers sa contribution non moins significative au Plan d'Action 2016-2020 de l'Initiative 3N dans plusieurs domaines prioritaires. Ainsi, le PTBA 2020 du ProDAF/MTZ prend en compte les trois domaines prioritaires que sont les Ouvrage de Mobilisation des Eaux pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ; développement des filières et chaînes de valeur agricole ; la Gestion durable des terres à travers notamment la récupération des terres dégradées et la construction des Maisons de Paysans fonctionnelles.

En effet, sans être exhaustif, le PTBA 2020 du ProDAF/MTZ contribue à la réalisation du plan d'action 2016-2020 de l'initiative 3N à travers :

La réalisation de 5 barrages sur les 30 barrages prévus soit 17%, 64 seuils d'épandages sur les 434 seuils prévus soit 15%. Les processus de réalisation de ces infrastructures sont bien avancés dans les trois régions comme mentionné plus haut.

La récupération de 4033 ha de CES/DRS sur les 50 000 ha prévus soit 8%, 1255 ha de petite irrigation sur les 30 000 ha prévus soit 4%, 462 CEP sur 2500 prévus soit 17% et 8 MP sur 100 prévus soit 8%, etc. D'ores et déjà, plus 4000 hectares sont récupérés et près de 10 000 hectares sont mis sous la RNA..

Le ProDAF participe également au débat sur le financement de la petite irrigation (PI) dans le cadre du Fonds d'Investissement de la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN).

Relativement à la cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA et les COSOP, le ProDAF/MTZ et le ProDAF/Diffa sont également en cohérence avec le Programme d'Option Stratégique du FIDA pour le Niger (COSOP) 2013-2018 prorogé à 2021 visant : (i) à accroître la productivité agricole, (i) à améliorer les activités de post-production et de commercialisation et (iii) à renforcer le capital social. Il est également en cohérence avec la stratégie de ciblage ; la politique Égalité des sexes et autonomisation des femmes et de changement climatique du FIDA.

Par rapport à la pertinence des deux projets (ProDAF/MTZ et ProDAF/Diffa) au regard des besoins des ruraux pauvres, toutes les actions envisagées, mises en œuvre ou en cours par ces projets répondent effectivement aux besoins ultimes et réels des populations des zones ciblées pour leur implémentation.

En effet, le ProDAF/MTZ intervient dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder dans les zones où les contraintes majeures de l'agriculture sont de nature climatique, économique, technique, mais également organisationnelle. L'accès aux facteurs de production (intrants, équipements), aux services d'appui conseil, à la finance rurale et aux marchés reste restreint. Le ProDAF/MTZ, avec son paquet d'activités axées essentiellement sur (i) la protection et d'aménagement de la base de production ; (ii) la mise à l'échelle des bonnes pratiques et techniques de production ; (iii) le renforcement du cadre organisationnel des OP pour booster la production agro-sylvo-pastorale et (iii) la création d'un cadre de commercialisation avantageuse pour tous les acteurs des marchés contribuerait à la résolution des contraintes majeures sus évoquées

S'agissant des efforts d'harmonisation, de synergie et de complémentarité avec les autres partenaires prônés par les partenaires, les deux projets sont avant tout des financements

composites provenant d'au moins deux bailleurs dont le FIDA reste en général l'administrateur de tous les fonds y compris ceux des co-financeurs. Ces projets bénéficient de moyens additionnels significatifs provenant de nombreux Co financeurs bilatéraux et multilatéraux pour financer des interventions complémentaires à celles financées par le FIDA ou les renforcer pour plus d'impact. Parmi ces co financeurs, l'on peut citer entre autres le PAM, la FAO, le Fonds pour l'environnement mondial, le fonds ASAP, OFID et le NORAD, etc.

Enfin concernant la réactivité face aux changements ; les deux projets formulés et ceux en cours de mise en œuvre s'ajustent et s'adaptent aux évolutions contextuelles tant au niveau du pays (du niveau national au local) et qu'au niveau FIDA, tout en restant cohérents et pertinents par rapport à leurs objectifs initiaux. En règle générale, comme tous les projets du FIDA, le ProDAF/MTZ se caractérise par sa souplesse, sa flexibilité et sa capacité d'initiative, permettant la prise en compte des besoins de modifications majeures à travers les missions de supervision conjointe ou revue à mi-parcours avec le Gouvernement. Celles moins significatives sont gérées efficacement par les équipes des projets dans le cadre des PTBA qui font l'objet de validation par le comité de pilotage et d'Avis de Non Objection du FIDA

A titre illustratif, le ProDAF/MTZ et le ProDAF/Diffa se sont montrés flexibles pour prendre la contribution du FIDA aux efforts du Gouvernement du Niger dans le cadre de la Riposte au COVID 19 à travers un plan d'urgence évalué à environ un milliard et demi de FCFA pour financer des activités dans la mesures de prévention de la pandémie et de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages dans leurs zones d'intervention respectives. Un appui financier d'un milliard et demi de FCFA pour l'acquisition des semences potagères également accordé par le FIDA au Gouvernement sur les fonds des deux projets est en cours de mobilisation par le Ministère en charge de l'Agriculture en collaboration avec la CENRAT.

2.2. Efficacité et efficience du projets ProDAF/MTZ

L'efficacité des projets est appréciée à travers le niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs cumulés en termes de réalisations physiques et financières. Ces objectifs quantitatifs sont déclinés annuellement dans les plans de travail et budget annuels (PTBA) qui font l'objet de mise en œuvre par les URGP dans les régions d'intervention avec l'appui de la CENRAT. Les niveaux d'exécution des PTBA (sur les plans physique et financier) constituent donc un indicateur majeur d'appréciation de la performance du programme en termes d'efficacité vers l'atteinte de ces objectifs

Dans ce sens, on note pour le ProDAF/MTZ, que les taux d'exécution physique et ceux de réalisations financières des PTBA ont été progressifs de 2016 à 2019. En effet, le premier PTBA, élaboré pour la période d'Octobre 2015 à Janvier-2016 a été exécuté, sur le plan physique à un taux global de 80%, avec un taux de réalisation financière global de 70%, tous guichets et toutes unités de gestion confondus. Les PTBA 2017 et 2018 étaient respectivement mis en œuvre à des taux d'exécution physique respectifs de 83% et 86% pour des taux de réalisation financière correspondants de 76% et 88%. Le PTBA 2019 a été exécuté à un taux d'exécution physique de 86% pour une relation financière de 83%. Celui de 2020 en cours de mise en œuvre est 66% sur le plan physique au 31/12/2020. Le taux d'exécution financière est de ce PTBA est d'environ 57%

Globalement, la mise en œuvre des activités des différents projets est bien avancée dans toutes les régions après environ cinq ans pour le ProDAF/MTZ. Les guichets¹ ProDAF/MTZ/FIDA&ASAP, ProDAF/MTZ/OFID, ProDAF/MTZ/FEM d'importantes réalisations ont déjà été enregistrées. On

¹ Pour les autres guichets (PASADEM, PPI-Ruwanmu et PUSADER+) des bilans spécifiques sont élaborées comme annexe du présent document.

peut noter à titre de bilan global non exhaustifs, les réalisations physiques et les résultats en termes d'effets/impacts des projets ci-après :

- ❑ 233 218 Ménages bénéficiaires des actions du programme (80% par rapport à la cible globale DCP) ;
- ❑ 28305,53 ha (soit 123% de la cible globale) de terres dégradées récupérées ;
- ❑ 188 234 ha de terre mis en régénération naturelle assistée (RNA), soit 96% de la cible globale (195513 ha) ;
- ❑ 573 Champs Ecoles Paysans (CEP) mis en place et animées soit 77% de la cible globale (787). Ces dispositifs ont permis de renforcer les capacités de 12 875 producteurs dont 3 860 des femmes et 3 860 de jeunes producteurs dans les trois régions d'intervention du ProDAF.
- ❑ 642 CEPM mis en place, soit 77% de la cible globale (837). Ils ont permis de renforcer les capacités techniques en production maraichère de 16 800 producteurs maraichers dont 4 815 sont des jeunes.
- ❑ 190 DIPE soit un taux de 83% de la cible globale mis en place et animés (228) ;
- ❑ 3 383 kits caprins (soit 77% de la cible globale 3215) mis en place au profit de 3 383 femmes ménages vulnérables des régions de Tahoua, Maradi et Zinder ;
- ❑ 56 greniers féminins de soudure mis en place (soit 76% de la cible globale : 74) et approvisionnés (530 tonnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder pour le renforcement de la résilience des ménages ;
- ❑ 274 tonnes de kits de semences-engrais distribuées aux ménages vulnérables dans les trois régions soit 70% de la cible globale (349,7)
- ❑ 324 centres alpha (dont 52 pour 2020) mis en place et opérationnalisés soit 92% de la cible globale (352)
- ❑ 5 Maisons de paysan construites (100%) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder
- ❑ 19 seuils de type 1 construit dans les trois régions d'intervention du programme ;
- ❑ 5 Marchés de demi-gros réceptionnés (dont 3 à travers le PASADEM) ;
- ❑ 6 plateformes de commercialisation, construits (03 PFC à Zinder et 02 PTF à Tahoua et 01 à Maradi) ;
- ❑ 108,44 km de pistes rurales à travers le PUSADER+ réalisés en cinq (5) tronçons.
- ❑ 123,19 km de pistes rurales à travers le PPI-Ruwanmu réceptionnés, réalisés en trois tronçons.
- ❑ 157.13 km de piste réalisés sur fonds FIDA et OFID.

En plus de ces produits livrés, plusieurs chantiers sont en cours pour la réalisation des ouvrages de mobilisation des eaux ainsi que des études techniques de faisabilité pour la réalisation des infrastructures de marchés telles les MDG de Mirriah et Gayi dans la région de Zinder ; Mayahi et Tchadoua dans la région de Maradi et deux de Tounfafi et Guidan Idder ¹ dans la région de Tahoua. Aussi, les processus de passation des marchés pour d'autres travaux et/ou études pour les pistes rurales en travaux neufs et en réhabilitation sont engagés ainsi que le recrutement des cabinets pour les contrôles des travaux

L'efficacité de l'équipe du programme est quant à elle matérialisée par la gestion de la mise en œuvre de plusieurs guichets de financement et la poursuite des actions de mobilisations de ressources supplémentaires.

2.3. Efficience des actions du ProDAF/MTZ

¹ Dans le cadre du PAMIRTA

Le coût par bénéficiaire à mi-parcours était de 28.000 FCFA contre 40.029 FCFA à la conception. Les prix unitaires dans l'acquisition des biens et services ont connus des fluctuations selon les activités au regard des coûts unitaires à la conception. Par exemple, pour la composante 2, les coûts unitaires suivants ont été enregistrés: (i) Contrôle des travaux des plateformes: 26 millions contre en moyenne 11 millions à la conception, (ii) Travaux de construction des MDG: 408 millions et 495 millions respectivement à Maradi et Tahoua contre une prévision de 450 millions; (iii) Travaux de construction des centres de collecte: 59 millions à Maradi et 83 millions à Zinder contre une prévision de 115 millions et (iv) Construction/réhabilitation des pistes rurales neuves: 27 millions à Maradi, 38 millions à Tahoua et 21 millions à Zinder contre une prévision moyenne de 27 millions.

Concernant, la qualité de la gestion du ProDAF/MTZ, elle est globalement satisfaisante. Les managers du Programme ainsi que les équipes de mise en œuvre et d'assistance technique ont une grande expérience professionnelle et diversifiée avec des qualifications requises avérées pour les différents postes. Ce personnel est également motivé. La gestion administrative et comptable est aussi satisfaisante. Les rapports avec le FIDA sont excellents. Les coûts de coordination et de suivi évaluation sont passés de 39,8% en 2016, à 17,8% en 2017, 14,8 en 2018, 13,3% en 2019 et 9% au 31/12/2020 dû à la montée en puissance des investissements au profit des communautés rurales de la zone d'intervention.

L'efficacité globale du projet est jugée modérément satisfaisante. Le niveau de l'efficacité a été affecté par les retards de mise en œuvre de certaines activités notamment les infrastructures de mobilisation des eaux et de marché. La non réalisation dans le temps prévu de ces investissements structurants à fort impact sur la formation du TRIE conduisant inexorablement à un report de la production des bénéfices a eu comme conséquence la réduction du TRIE à 12,7% contre 17,6% à la conception. La qualité des investissements réalisés est jugée globalement satisfaisante ce qui devra assurer leur durabilité technique.

La valeur actualisée nette calculée en actualisant le Cash-flow, exprimé en termes économiques sur la base d'un taux de 10%, est de l'ordre de 18 millions de \$EU. L'actualisation des divers flux monétaires depuis le démarrage du Programme jusqu'à la 20ème année, montre que le rapport bénéfice/coût est de l'ordre de 1,18 et permet de conclure que le Programme dégagera un bénéfice net, après récupération du capital, équivalent à 1,18% des investissements engagés, ce qui indique une rentabilité acceptable du Programme.

2.3. Effets et impacts du programme

Même s'il n'y a pas eu d'évaluation d'impact pour une appréciation suffisante et globale les effets/ impacts du programme, on peut néanmoins relever que le ProDAF/MTZ contribue

quantitativement et/ou qualitativement à l'amélioration des actifs et des conditions de vie des ménages dans leurs zones d'intervention respectives à travers :

- (i) Leurs dotations en kits petits ruminants qui constituent un capital productif précieux pour les ménages vulnérables ayant décapitalisé durant les périodes de crises alimentaires ;
- (ii) L'aménagement des superficies irrigables (réalisation des forages/puits maraichers, des réseaux californiens) et la mise à disposition des intrants (semences et engrais) et des moyens exhaures ayant permis aux ménages d'optimiser la mise en valeur des superficies irriguées et donc d'accroître les rendements et les productions ; A ce niveau, plusieurs modèles de financements ont été expérimentés par les projets FIDA ;
- (iii) La création/le renforcement des banques de soudure et greniers féminins de soudure contribuant à éviter le salariat agricole ;
- (iv) Les activités de CES/DRS et de promotion de la RNA favorisant la remise en valeur des terres dégradées aux fins des productions agro sylvo pastorales ;
- (v) Le financement des AGR au profit des groupements des femmes ;
- (vi) Le financement des MER aux groupements des femmes et des jeunes ;
- (vii) Les autres actions concernant les infrastructures commerciales et sociales (MDG, centres de collectes plateformes ; maisons de paysans, puits, écoles, poste de santé.) ont également contribué à la consolidation et l'amélioration des revenus et actifs des ménages.

Les ruraux profitent également des opportunités économiques découlant du désenclavement des zones de production grâce à la construction de pistes rurales.

2.4. Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE

La stratégie de mise en œuvre du ProDAF/MTZ se base sur l'approche Pôle de Développement Economique (PDE) qui consiste à : (i) protéger et sécuriser durablement la base de la production agro-sylvo-pastorale, (ii) booster la production dans les bassins de production tout en renforçant les capacités d'organisation des producteurs, (iii) créer les conditions d'une commercialisation avantageuse aux acteurs des marchés ruraux et de valorisation des produits (transformation et la conservation) par le développement des marchés, et l'amélioration du réseau routier (désenclavement des zones de production).

Elle se base sur une concentration des activités par phasage au niveau des 21 Pôles de Développement Economique (PDE) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en vue de maximiser les impacts de ses interventions de façon suivante :

Tableau 2 : Synthèse de la planification stratégique des activités du ProDAF/MTZ sur les 8 ans¹

Nb PDE pour les trois régions / An / Phase	2016	2020	2020	2019	2020	2021	2022	2023
Phase 1 (P1) : Reconnaissance des sites et études de base	2	4	2	1				
Phase 2 (P2) : Ingénierie sociale stratégique, études génie civile	11	3	7	5	4	2		
Phase 3 (P3) : Ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui-conseil technico-économique	3	12	12	7	5	5	4	4
Phase 4 (P4) : Appui à la Gestion de l'infrastructure, appui-conseil technico-économique				8	9	7	6	5

¹ Rapport final Appui à la Planification Stratégique (Octobre 2016)

Phase 5 (P5): Stratégie de Sortie et mesures de l'impact					3	4	11	6
---	--	--	--	--	---	---	----	---

En dépit des contraintes récurrentes connues dans le déploiement de l'approche notamment les retards enregistrés dans la réalisation des infrastructures de marchés, les niveaux d'avancement de la mise en œuvre de cette approche PDE sont plutôt satisfaisants. En effet, au 31 mai 2020, Aucun PDE en phase 1 ; 4 PDE en phase 2 (*Mayahi, DTK, Guidan Idder et Tounfafi*) et 5 PDE en phase 3 (*Gayi, Guidiguir, Mirriah, Karofane et Badaguichiri,*) 9 PDE en phase 4 (*Bandé, Doungou, Guidmouni, Tessaoua, Guidan Roumdji, Sabon Machi, Djirataoua, Tchadoua, Gourjia*), 3 PDE en Phase 5 (*Sabon Guida, Doguéraoua et Tabalak*)

Depuis le démarrage du programme, les activités sont planifiées et mises en œuvre en articulation avec celles enclenchées par les anciens projets PASADEM et PPI-Ruwanmu et sur la base de principes directeurs que sont entre autres: la concentration d'activités autour des bassins de production et marchés, l'appui à l'émergence et au renforcement des capacités d'une société civile organisée en milieu rural (Hadin Gwiwa, OP) participant aux prises de décisions, une stratégie opératoire alliant ingénierie sociale d'abord puis civile après et le déploiement des activités et à quelques exceptions près selon le phasage pré-élaboré. Ainsi, sur la base de critère de phasage, il n'y a plus aucun PDE en phase 1. Les PDE en phase 2 en même temps qu'ils connaissent actuellement une phase intensive d'ingénierie sociale stratégique, bénéficient également des activités d'appui conseil technico-économique (CEP/CEPM/ACAP, RNA, DIPE, Kit petit ruminant, PI, TBV, etc.) et des études de faisabilités pour préparer la réalisation d'infrastructures économique en 2020 ou 2021. Les PDE en phase 3 (Démarrage des travaux d'ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui conseil technico économique) connaissent à Maradi et Zinder la réalisation de marchés de demi gros, centres de collecte, pistes rurales et vont connaître dans la région de Tahoua le démarrage des premiers travaux de construction de marché de demi-gros et de plateformes commerciales, pendant que toutes les autres activités de restauration de la base productive et d'appui conseil technico économiques y sont conduites (TBV, CEP/CEPM, RNA, ACAP, PI, etc.).

III. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DU PTBA 2020 DU ProDAF AU 31 décembre 2020

3.1. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS PHYSIQUES DU PTBA (PRODUITS LIVRES/ATTEINTS) AU 31 décembre 2020 PAR COMPOSANTE TECHNIQUE

3.1.1. Synthèse de l'exécution physique par composante

A la date du 31 décembre 2020, le taux d'exécution physique (TEP) global du PTBA est estimé à 66% avec 55% pour la composante A, 70% pour la composante B et 69% pour la composante C.

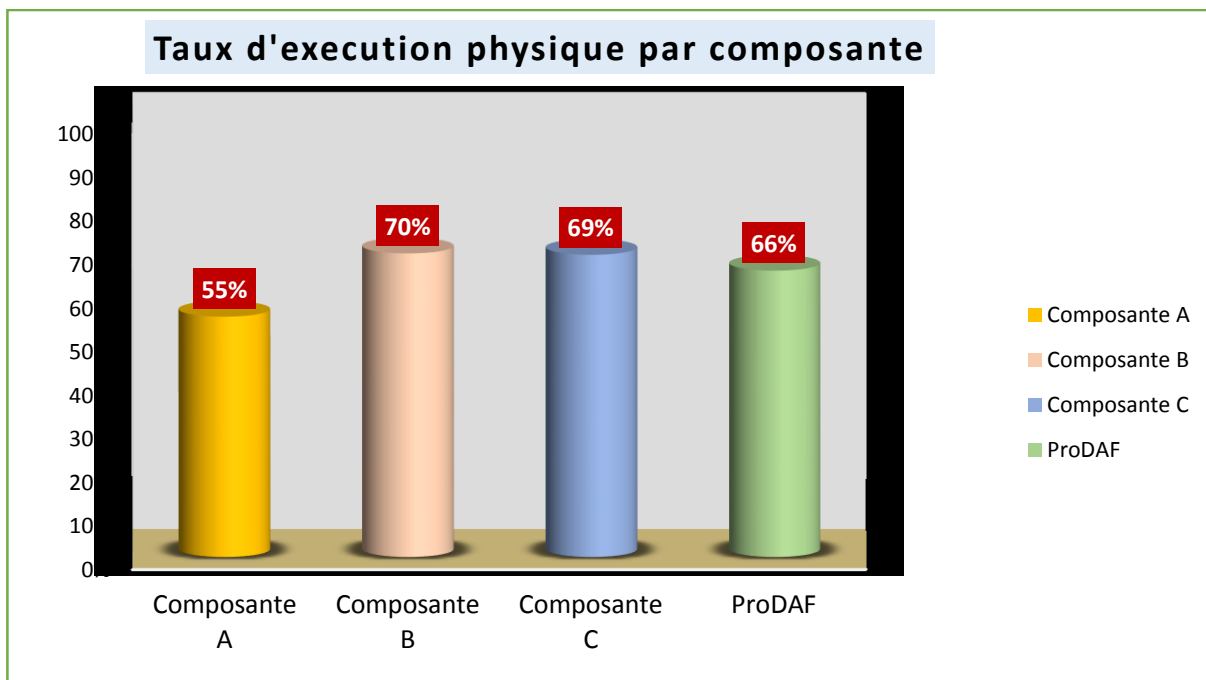


Figure 1: Exécution physique globale du PTBA 2020 et par composante

Par ailleurs avec l'aboutissement du processus de passation de marchés de plusieurs dossiers (seuils, centres de collectes, etc.) et de plusieurs DANO, la composante B connaîtra en début de l'année 2019, une évolution significative.

3.1.2. Synthèse de l'exécution physique par guichets

Les taux d'exécution physiques globaux des guichets à la date du 31 décembre 2020 sont déclinés sur le graphique ci-dessous : Ainsi on note : 63% pour le guichet ProDAF/FIDA/ASAP, 56% pour ProDAF/FEM, 78% pour ProDAF/OFID.

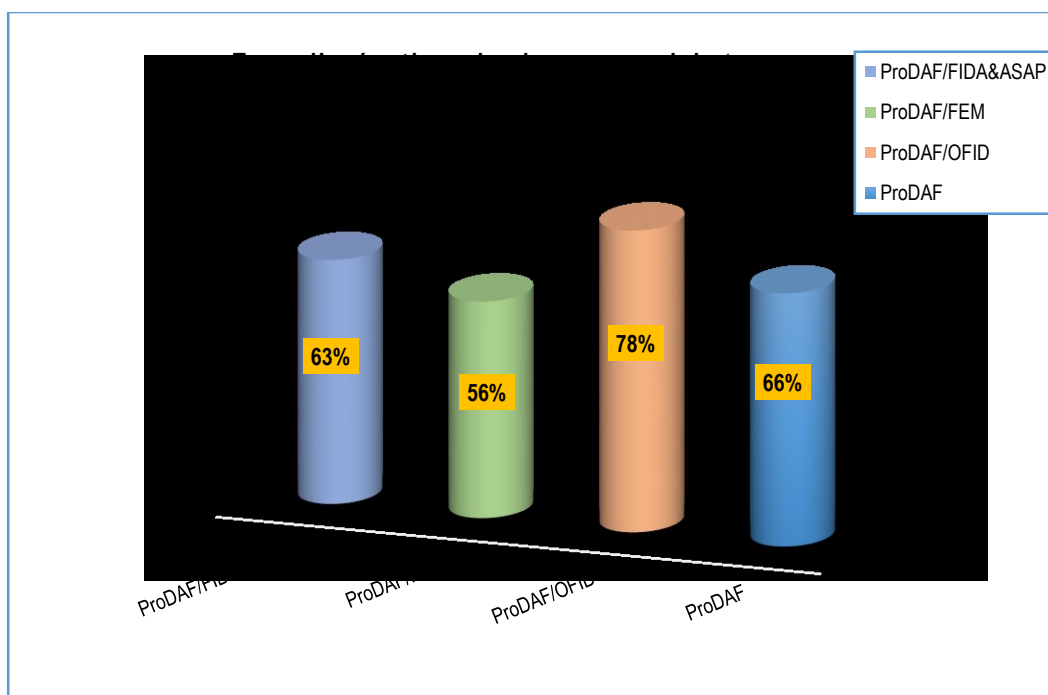


Figure 2 : Exécution physique du PTBA 2020 par guichet de financement

3.1.3. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA-2020 au niveau de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »

Tableau 4 : Produits livrés/atteints pour la composante A au 31 décembre 2020

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles prévues PTBA 2020	Réalisation au 31/12/2020	Taux réalisé i PTBA 2020	Cible Globale prévue	Cumul Cibles réalisée 151020	Taux cumulé 151020
AS1: Aménagement des Bassins Versants (BV)							
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvopastoraux	Ha	1 391	1 045	75%	3 989	3 547	89%
Confection de Haies vives	Ha	100	100	100%	524	503	96%
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	170	100	59%	1 466	1 418	97%
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	29 750	38 752,21	130%	195 513	188 233,98	96%
Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	1 731	1 599	92%	10 065	9 842,13	98%
Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	1 463	1 615	110%	6 474	6 619,4	102%
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux							
Aménagements des mares	Nbre	3	-	0%	4	-	0%
Mares étudiées/en étude	Nbre	3	2	67%	4	3	75%
Mini barrage (Petits périmètres irrigué) étudiés	Nbre	-	-		10	13	130%
Mini barrages construits	Nbre	2	-	0%	6	-	0%
Mini barrages étudiés/en études	Nbre	5	3	60%	6	4	67%
Petits périmètres irrigués réalisés	Nbre	4		0%	7	-	0%

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles prévues PTBA 2020	Réalisation au 31/12/2020	Taux réalisé i PTBA 2020	Cible Globale prévue	Cumul Cibles réalisées 151020	Taux cumulé 151020
Seuils d'épandage type 1 en série construits	Nbre	66	-	0%	131	19	15%
Seuils d'épandage type 1 en série étudiés/en études	Nbre	66	66	100%	134	135	101%
Seuils d'épandage type 2 en série construits	Nbre	1	-	0%	5	-	0%
Seuils d'épandage type 2 en série étudiés/en études	Nbre	1	1	100%	5	4	80%
AS3: Aménagement des bassins de production							
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	10	-	0%	230	-	0%
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	-	-		650	-	0%
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	455	208,45	46%	2 208	1 255,29	57%
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	34,96	34,96	100%	700	34,96	5%
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques							
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	58	58	100%	787	573	73%
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	1 191	1 191	100%	11 391	10 388	91%
AS5. Développement des cultures irriguées							
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	75	22	29%	837	642	77%
AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage							
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	37	37	100%	228	190	83%
Octroi kits animaux (volailles)	Kits	-	-		1 500	698	47%
Octroi kits animaux (caprins)	Kits	315	115	37%	3 215	3 383	105%
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	-	-		3	3	100%
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	1	-	0%	54	6	11%
AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel							
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations OP	Nbre	7	7	100%	12	39	325%
AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle							
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	80	52	65%	352	324	92%
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	380	380	100%	1 899	1 614	85%
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	24	6	25%	74	56	76%
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	-	-		3 638	2 414	66%

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles prévues PTBA 2020	Réalisation au 31/12/2020	Taux réalisation PTBA 2020	Cible Globale prévue	Cumul Cibles réalisées 151020	Taux cumulé 151020
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Tonnes	132,4	43,1	33%	335	272	81%
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	-	-		278	281	101%

Commentaire : En ce qui concerne la livraison des produits et/ou de services en relation avec l'exécution du PTBA 2020 au 31 décembre 2020, il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que pour la composante 1, qui dispose de 29 indicateurs, 13 indicateurs ont des taux très satisfaisants dépassant les 70% ; 5 ont des taux moyennement satisfaisants compris entre 40% et 70%. Cependant, on note également que 11 indicateurs ont des niveaux de réalisation inférieurs à 40%. Ces indicateurs à faible taux de réalisation concernent principalement les ouvrages de mobilisation des eaux dont les travaux de construction ne sont pas encore finalisés, les aménagements autour de ces ouvrages, les activités de vulgarisation des techniques agricoles (CEPM) dont la mise en œuvre vient de commencer, les kits petit élevage (caprins), la vaccination contre la Newcastle, le GFS et les kits semences agricoles.

3.1.4. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA 2020 au niveau de la composante B « Accès aux marchés des exploitations familiales »

Tableau 5 : Produits livrés /atteints pour la composante B au 31 décembre 2020

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles prévues PTBA 2020	Réalisation au 31/12/2020	Taux réalisation PTBA 2020	Cible Globale prévues	Cumul Cibles réalisées 151020	Taux cumulé 151020
AS9. Développement des infrastructures commerciales							
Centres de collectes Satellites (CCS) construits	Nbre	11	1	9%	11	6	55%
Centres de collectes Satellites (CCS) étudiés/en études	Nbre	6	4	67%	11	13	118%
Maisons de Paysans (MP) équipées	Nbre	2	-	0%	5	7	140%
Maisons de Paysans (MP) étudiés	Nbre	-	-		5	5	100%
Marchés de Demi Gros (MDG) construits/en construction	Nbre	2	1	50%	6	2	33%
Marchés de Demi Gros (MDG) étudiés/en études	Nbre	3	2	67%	6	8	133%
Plates formes de commercialisation construites	Nbre	1	1	100%	6	6	100%
Plates formes de commercialisation étudiées	Nbre	-	-		6	6	100%
AS10. Construction/réhabilitation des pistes rurales							
Linéaires de pistes à réhabiliter étudiées/en étude	Km	20	20	100%	177	189	107%
Linéaires de pistes neuves étudiés/en étude	Km	106	106	100%	511	494,26	97%
Travaux neufs	Km	238	112,63	47%	509,26	157,13	31%
Travaux réhabilitation	Km	115	-	0%	177	-	0%
AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures							

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles prévues PTBA 2020	Réalisation au 31/12/2020	Taux réalisation PTBA 2020	Cible Globale prévues	Cumul Cibles réalisées 151020	Taux cumulé 151020
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	3	3	100%	3	12	400%
AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE							
Financement des promoteurs MER	Nbre	72	47	65%	378	126	33%
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	5	-	0%	21	13	62%
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Grpe/ Indiv	20	-	0%	405	50	12%
AS13. Développement des échanges transfrontaliers							
Appui à la Mise en place de cellules techniques locales et des corridor	Appui	6	3	50%	5	5	100%

Commentaire : Sur les quinze (15) indicateurs de la composante B inscrits au titre du PTBA 2020 on constate que 5 indicateurs ont un niveau de réalisation inférieur à 40% ; 4 indicateurs avec un taux de réalisation satisfaisant avec 100% de réalisation au 31 décembre 2020. Les faibles niveaux de réalisation s'expliquent entre autres par le temps relativement long que prennent les travaux de réalisation/réhabilitation des infrastructures ainsi que par la faible mobilisation des promoteurs individuels ou en groupements pour le financement des MER.

3.2. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS FINANCIÈRES DU ProDAF AU 31 décembre 2020

3.2.1. Synthèse de réalisations financières par guichet

Pour un budget annuel prévisionnel total de **19 938 454 334 FCFA, tous guichets confondus**, le taux d'exécution financière global du ProDAF, au 31 décembre 2020 s'élève à **57%**. En effet un montant de **11 282 159 469 FCFA** a été décaissé pour les trois Unités Régionales de Gestion et la CENRAT. Le taux de réalisation financière global est quant à lui à 85%. On note un montant de 5 708 070 352 FCFA en termes d'engagements fermes à solder au 31 décembre 2020. Les détails des montants réalisés par guichets sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : Niveau global de réalisation du PTBA 2020 par Guichet

Source de financement	Prévisions PTBA 2020	Décaissement	Engagement	Réalisations	TD	TR
ProDAF/FIDA	13 599 987 588	8 266 445 324	4 682 933 564	12 949 378 887	61%	95%
ProDAF/ASAP	1 654 999 107	780 106 729	371 184 124	1 151 290 853	47%	70%
ProDAF/FEM	1 104 444 432	479 322 244	361 411 966	840 734 210	43%	76%
ProDAF/OFID	1 843 575 073	1 393 620 355	189 724 681	1 583 345 036	76%	86%
CONTRIBUTION ETAT	1 091 350 514	172 290 139	102 816 017	275 106 156	16%	25%
CONTRIBUTION BENEFICIAIRES	624 097 620	173 158 655	0	173 158 655	28%	28%
AUTRES RESSOURCES	20 000 000	17 216 023	0	17 216 023	86%	86%

Source de financement	Prévisions PTBA 2020	Décaissement	Engagement	Réalisations	TD	TR
Total général	19 938 454 334	11 282 159 469	5 708 070 352	16 990 229 821	57%	85%

Les décaissements faibles de 16% et 28% respectivement pour la contribution de l'Etat et pour la contribution des bénéficiaires s'expliquent d'une part par les difficultés liées à la mobilisation des taxes et exonérations en lien avec les marchés publics, et la mobilisation des fonds alloués par l'Etat au titre du budget national, et d'autre part par le fait que les activités de financement de la petite irrigation et des MER enregistrent encore certaines contraintes qui méritent d'être étudiées.

3.2.2. Synthèse de réalisations financières par composante

Tableau 7 : Synthèse de réalisations financières par composante

Composante	Prévisions PTBA 2020	Décaissement	Engagement	Réalisations	TD	TR
Composante A	9 997 387 677	5 045 667 909	3 196 986 271	8 242 654 180	50%	82%
Composante B	8 200 404 352	5 100 021 478	2 189 379 756	7 289 401 234	62%	89%
Composante C	1 740 662 305	1 136 470 082	321 704 325	1 458 174 407	65%	84%
Total général	19 938 454 334	11 282 159 469	5 708 070 352	16 990 229 821	57%	85%

Les taux de décaissement par composante varient entre 50% et 65%. Au 31 décembre 2020, le taux global est de 57%. Les réalisations financières par composante sont satisfaisantes, avec un taux global de 85%. Les taux des réalisations sont respectivement de 82% pour la composante A, 89% pour la B et 84% pour la composante C.

3.2.3. Synthèse de décaissement par composante et par guichet

Tableau 8 : Synthèse de réalisations financières par composante et par guichet

Source de financement	Paramètre	Composante			Total
		Composante A	Composante B	Composante C	
ProDAF/FIDA	Prévision	6 836 743 307	5 336 381 499	1 426 862 782	13 599 987 588
	Décaissement	3 671 126 378	3 598 903 805	996 415 141	8 266 445 324
	Engagements	2 478 328 587	1 899 339 058	305 265 919	4 682 933 564
	Réalisations	6 149 454 965	5 498 242 862	1 301 681 060	12 949 378 887
	Taux Décaissé	54%	67%	70%	61%
	Taux Réalisé	90%	103%	91%	95%
ProDAF/ASAP	Prévision	1 572 022 010	600 000	82 377 097	1 654 999 107
	Décaissement	760 939 068	575 000	18 592 661	780 106 729
	Engagements	367 684 124	0	3 500 000	371 184 124
	Réalisations	1 128 623 192	575 000	22 092 661	1 151 290 853
	Taux Décaissé	48%	96%	23%	47%
	Taux Réalisé	72%	96%	27%	70%
ProDAF/FEM	Prévision	962 253 050	0	142 191 382	1 104 444 432
	Décaissement	428 376 719	0	50 945 525	479 322 244
	Engagements	350 973 560	0	10 438 406	361 411 966
	Réalisations	779 350 279	0	61 383 931	840 734 210
	Taux Décaissé	45%	#DIV/0!	36%	43%
	Taux Réalisé	81%	#DIV/0!	43%	76%
ProDAF/OFID	Prévision	0	1 814 625 073	28 950 000	1 843 575 073
	Décaissement	0	1 357 204 044	36 416 311	1 393 620 355

Source de financement	Paramètre	Composante			Total
		Composante A	Composante B	Composante C	
	Engagements	0	187 224 681	2 500 000	189 724 681
	Réalisations	0	1 544 428 725	38 916 311	1 583 345 036
	Taux Décaissé	#DIV/0!	75%	126%	76%
	Taux Réalisé	#DIV/0!	85%	134%	86%
Contribution Etat	Prévision	179 369 310	871 700 160	40 281 044	1 091 350 514
	Décaissement	30 224 589	125 181 129	16 884 421	172 290 139
	Engagements	0	102 816 017	0	102 816 017
	Réalisations	30 224 589	227 997 146	16 884 421	275 106 156
	Taux Décaissé	17%	14%	42%	16%
	Taux Réalisé	17%	26%	42%	25%
Contribution bénéficiaires	Prévision	447 000 000	177 097 620	0	624 097 620
	Décaissement	155 001 155	18 157 500	0	173 158 655
	Engagements	0	0	0	0
	Réalisations	155 001 155	18 157 500	0	173 158 655
	Taux Décaissé	35%	10%	#DIV/0!	28%
	Taux Réalisé	35%	10%	#DIV/0!	28%
Autres ressources	Prévision PTBA 2018	0	0	20 000 000	20 000 000
	Décaissement			17 216 023	17 216 023
	Engagements				0
	Réalisation	0	0	17 216 023	17 216 023
	Taux Décaissé	#DIV/0!	#DIV/0!	86%	86%
	Taux Réalisé	#DIV/0!	#DIV/0!	86%	86%
TOTAL	Prévision	9 997 387 677	8 200 404 352	1 740 662 305	19 938 454 334
	Décaissement	5 045 667 909	5 100 021 478	1 136 470 082	11 282 159 469
	Engagements	3 196 986 271	2 189 379 756	321 704 325	5 708 070 352
	Réalisations	8 242 654 180	7 289 401 234	1 458 174 407	16 990 229 821
	Taux Décaissé	50%	62%	65%	57%
	Taux Réalisé	82%	89%	84%	85%

Les taux globaux de décaissement varient entre 16% et 86% selon les guichets. Les taux de décaissement les plus faibles sont enregistrés au niveau des guichets « Contribution de l'Etat » et « Contribution des bénéficiaires » avec respectivement 15% et 28%.

Les taux de réalisations financières varient quant à elles entre 25% et 95% selon les guichets. Les taux réalisés par guichet et par composante varient entre 10% (Contribution bénéficiaires : composante B) et 134% (ProDAF/OFID : composante B). Le faible taux de réalisation de la contribution de bénéficiaires est lié aux difficultés rencontrées dans l'opérationnalisation effective du mécanisme de financement à coût partagé.

3.2.4. Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2020 par catégorie pour les guichets ProDAF/FIDA, ProDAF/ASAP, ProDAF/FEM, ProDAF/OFID

Les synthèses des réalisations financières par catégorie de dépenses et par guichets au 31 décembre 2020 sont données dans les tableaux suivants :

Tableau 9 : Réalisation financière du guichet ProDAF/FIDA par catégorie

Catégories	PTBA 2020 révisé	Décaissement	Engagement	Réalisation	TD	TR
1. TRAVAUX	5 925 818 322	3 733 870 370	2 321 773 149	6 055 643 519	63%	102%
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	345 078 570	185 490 561	10 000 000	195 490 561	54%	57%
3. FORMATIONS	764 857 465	284 992 446	37 681 300	322 673 746	37%	42%
4. CONSULTATIONS	1 679 405 020	889 705 061	406 425 752	1 296 130 813	53%	77%

Catégories	PTBA 2020 révisé	Décaissement	Engagement	Réalisation	TD	TR
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	3 171 152 441	2 281 404 791	1 560 305 226	3 841 710 017	72%	121%
6. DONS & SUBVENTIONS	403 640 444	116 117 269	27 773 440	143 890 709	29%	36%
7. SALAIRES & INDEMNITES, COUTS DE FONCTIONNEMENT	1 310 035 326	932 676 113	318 974 697	1 251 650 810	71%	96%
Total général	13 599 987 588	8 424 256 611	4 682 933 564	13 107 190 175	62%	96%

Le taux global de décaissement du guichet ProDAF/FIDA est de 62%. Les taux varient de 29% à 72% respectivement pour les catégories « DONS & SUBVENTIONS » et « BIENS & SERVICES & INTRANTS ». La réalisation financière globale du guichet est estimée à 96%.

Tableau 9 : Réalisation financière du guichet ProDAF/ASAP par catégorie

Catégories	PTBA 2020 révisé	Décaissement	Engagement	Réalisation	TEF	TRF
1. TRAVAUX	78 546 500	78 542 406		78 542 406	100%	100%
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	11 350 000			-		
3. FORMATIONS	13 900 000	2 362 430		2 362 430	17%	17%
4. CONSULTATIONS	117 964 286	11 169 975		11 169 975	9%	9%
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	1 344 822 046	644 298 356	367 684 124	1 011 982 480	48%	75%
7. SALAIRES & INDEMNITES, COUTS DE FONCTIONNEMENT	88 416 275	43 733 562	3 500 000	47 233 562	49%	53%
Total général	1 654 999 107	780 106 729	371 184 124	1 151 290 853	47%	70%

Le guichet ProDAF/ASAP présente un taux global d'exécution financière de 47%. On note aucun décaissement sur la catégorie « 2. EQUIPEMENTS & MATERIELS ». Les taux varient de 9% à 100% respectivement pour la catégorie « 4. CONSULTATIONS » et « 1. TRAVAUX ». La réalisation financière est de 70%.

Tableau 10 : Réalisation financière du guichet ProDAF/FEM par catégorie

Catégories	PTBA 2020 révisé	Décaissement	Engagement	Réalisation	TEF	TRF
1. TRAVAUX	297 500 000	3 394 080	104 009 060	107 403 140	1%	36%
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	3 000 000			-	0%	0%
3. FORMATIONS	28 553 060	-		-	0%	0%
4. CONSULTATIONS	86 250 000	12 695 706	19 858 800	32 554 506	15%	38%
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	656 476 832	454 519 133	235 044 106	689 563 239	69%	105%
7. SALAIRES & INDEMNITES, COUTS DE FONCTIONNEMENT	32 664 540	25 643 997	2 500 000	28 143 997	79%	86%
Total général	1 104 444 432	496 252 916	361 411 966	857 664 882	45%	78%

Le décaissement global du guichet ProDAF/FEM est de 45% au 31 décembre 2020. On constate que les catégories « 2. EQUIPEMENTS & MATERIELS » et « 3. FORMATIONS » n'ont pas fait l'objet de décaissement tandis que la catégorie « 1. TRAVAUX » a été décaissée à hauteur de 1%. La réalisation financière globale est de 78%.

Tableau 11 : Réalisation financière du guichet ProDAF/OFID par catégorie

Catégories	PTBA 2020 révisé	Décaissement	Engagement	Réalisation	TEF	TRF
1. TRAVAUX	1 606 186 973	1 267 867 091	182 024 681	1 449 891 772	79%	90%
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	21 291 500	21 365 000		21 365 000	100%	100%
3. FORMATIONS	13 000 000	1 533 184		1 533 184	12%	12%
4. CONSULTATIONS	110 246 601	55 699 425		55 699 425	51%	51%
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	49 400 000	-	5 200 000	5 200 000	0%	11%
7. SALAIRES & INDEMNITES, COUTS DE FONCTIONNEMENT	43 450 000	47 155 655	2 500 000	49 655 655	109%	114%
Total général	1 843 575 074	1 393 620 355	189 724 681	1 583 345 036	76%	86%

A la date de 31 décembre 2020, le guichet ProDAF/OFID à enregistrer un taux de décaissement de 76%. La catégorie « 5. BIENS & SERVICES & INTRANTS » n'a pas fait l'objet de décaissement tandis que la catégorie « 2. EQUIPEMENTS & MATERIELS » est réalisée à hauteur de 100%. Le guichet ProDAF/OFID est réalisé à 86%.

IV. ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PTBA AU 31 décembre 2020 PAR COMPOSANTE, PAR CATEGORIE ET PAR ACTIVITE STRUCTURANTE (AS) POUR LES GUICHETS ProDAF/FIDA, ProDAF/ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM

4.1. Etat de mise en œuvre de la composante A : « renforcement durable de l'agriculture familiale » par Activité Structurante (AS)

L'évaluation des taux d'exécution physique des activités structurantes (AS), c'est-à-dire l'estimation des niveaux d'accomplissement des tâches élémentaires qui constituent chaque activité ou sous activité de l'AS s'est faite à travers la Méthode à Huit (8) Jalons (M8J). Cette méthodologie permet d'attribuer un taux d'exécution pour toute activité à chaque étape d'évolution de sa mise en œuvre.

L'activité structurante est également appréciée à travers les taux de réalisation physique évalués sur la base des rapports des produits et/ou services livrés à l'issue ou au cours de son exécution et des prévisions effectuées.

4.1.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS1 : Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont la cartographie et le SIG

a) Objectifs opérationnels

(i) Récupérer 2 001 ha des terres dégradées en amont des versants, (ii) mettre 31 950 ha sous RNA ; (iii) Planter 100 ha de haies vives ;(iv) Aménager 1 391 ha de couloirs de passage et des espaces sylvo- pastoraux (vi) Appuyer le CNSEE dans la poursuite de la conception, la mise en œuvre et l'opérationnalisation du système environnemental géo localisé dans la région de Tahoua, Maradi et Zinder, (vii) Fixer 240 ha de dunes autour des cuvettes.

La CENRAT apportera également des appuis à travers les activités suivantes (i) suivre et capitaliser les expériences relativement à la mise en œuvre des partenariats opérationnels PAM, CNSEE BNEE, (ii) produire un guide d'animation pour la Gestion des Ressources Naturelles dans un contexte de Changements Climatiques (iii) Renforcement des capacités des partenaires sur les thématiques clés en lien avec la gestion durable des terres ; (iv) Appuyer les URGP pour la promotion des meilleurs adoptants/pratiquants des pratiques de la GDT ; (v) Redynamiser le partenariat scientifique avec les Universités ;(vii) organiser un atelier national pour la gestion concertée des ressources naturelles restaurées au Niger ; (viii). Appuyer les missions de supervisions et autres missions d'appui ix) Tenir un forum national pour la gestion concertée des ressources naturelles restaurées

Ces sous activités permettront entre autres d'améliorer l'infiltration des eaux de ruissellement, de réduire l'érosion et l'ensablement afin de protéger les espaces de production, de restaurer les parcs agroforestiers, d'améliorer la fertilité des sols, d'atténuer les effets du changement climatique en amont et en aval des bassins versants et de suivre les effets impacts des actions d'aménagement des BV etc.

b) Stratégies de mise en œuvre

Pour l'élaboration du schéma d'aménagement des bassins versants, l'activité sera mise en œuvre par un bureau d'étude sélectionné sur la base de manifestation d'intérêt. L'activité sera conduite en collaboration avec les acteurs locaux, les STD, les autorités administratives et coutumières, le ProDAF et toute autre structure qui pourra apporter sa contribution.

Les activités d'aménagement des bassins versants seront réalisées sous forme de « Cash for Work/Asset » sur des sites communautaires dont le statut foncier aura été clarifié au

préalable. Les travaux **seront** conduits à travers la poursuite de partenariat avec des opérateurs spécialisés selon les sites d'intervention.

Par ailleurs, les travaux **seront** conduits sur certains sites en collaboration avec le PAM. Ce partenariat consiste pour le PAM d'assurer les réalisations mécaniques et pour le ProDAF la mise en valeur.

Pour la promotion de la RNA, des conventions **seront** signées avec également des opérateurs spécialisés à travers un appel à manifestation d'intérêt.

Pour la mise en place du système de suivi environnemental géo localisée y compris le suivi piézométrique, la convention de partenariat a été signée en 2017 et se poursuivra au cours de l'année 2020 avec le Centre National de Surveillance Ecologique (CNSEE). La supervision et le contrôle qualité des activités **seront** assurés par les services techniques et le ProDAF.

En plus, les autorités administratives et coutumières, l'i3N et les conseils régionaux **seront** mobilisés dans des missions de supervision pour s'imprégner et apprécier la mise en œuvre des activités sur le terrain pour assurer la maîtrise d'ouvrage.

c) Niveau d'avancement

Le niveau d'exécution physique des activités de l'AS1 au 31 décembre 2020 est globalement évalué à 76% avec 59% à Maradi, 85% à Tahoua, 89% pour Zinder et 69% pour la CENAT. La réalisation financière au titre de l'AS est de 77%.

Tableau 12 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS1

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)			1 875 150 265		1 450 698 085	76%	77%
Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	1731		1599		92%	
Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	1463		1615		110%	
Terres dégradées traitées en partenariat avec le PAM	Ha	0		0		#DIV/0!	
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	170		100		59%	
Confection de Haies vives	Ha	100		100		100%	
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	1391		1045		75%	
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	29750		38752,21		130%	

d) Effets/impacts

- La réalisation des travaux HIMO contribue à la cohésion sociale et à l'augmentation des revenus des ménages ;

- La réalisation des travaux a permis l'extension des superficies mises en valeur et la recharge de la nappe.

e) Contraintes/difficultés rencontrées

- Le retard pris dans le paiement des bénéficiaires des travaux CES/DRS lié à une tension de trésorerie sur le guichet ASAP ;
- La pandémie du COVID-19 qui a occasionné une restriction de regroupement des personnes alors que les travaux de CES/DRS ;
- Insuffisance du fonctionnement des COGES dans la gestion des sites restaurés ;
- Les différents risques liés à la conduite de l'activité de faucardage (morsures par les serpents, noyade, blessures liées à la manipulation des couteaux et faucilles etc.) ;
- Les allergies dues aux parasites présents dans les eaux.

f) Leçons apprises/recommandations

- Le partenariat avec le PAM permet l'augmentation et l'optimisation des ressources et de couvrir plus de cibles que prévues en matière de restauration et de protection des espaces de production ;
- La mise en défens des sites a permis d'améliorer la qualité de l'écosystème et au-delà la diversité biologique ;
- L'engouement et l'engagement des producteurs constituent une source de réussite dans la mise en œuvre de la régénération naturelle assistée ;
- La valorisation des superficies autour des points d'eau traités est une belle opportunité d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la vulgarisation des espèces à haute valeur nutritives ;
- Le démarrage à temps du processus d'élaboration et d'approbation des conventions de partenariat favorise la mise en œuvre effective et efficace des activités prévues ;
- La mise en synergie des actions est un levier pour le passage à l'échelle des interventions au profit du monde rural.

f) Perspectives

- Finalisation des travaux mécaniques qui sont ajoutés dans le cadre du Plan d'action Covid-19 ;
- La poursuite de l'accompagnement des COGES dans leur mission de surveillance et d'entretien des sites traités et mis en valeur ;
- Evaluation de réussite des sites récupérés ;
- Poursuite des activités du suivi environnemental géolocalisé conduit par le CNSEE ;
- Elaboration et validation d'un plan de gestion participative des sites récupérés ;
- Poursuite de la mise en valeur des superficies traitées et l'encadrement des populations ;
- Le Géo référencement et la collecte des superficies pour la régénération naturelle assistée.

4.1.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux

a) Objectifs opérationnels :

- (i)) Recruter les entreprises/cabinets pour la réalisation des études de faisabilité technique de 66 seuils de types 1 dans les régions de Tahoua et Zinder et un seuil de type 2 à Zinder;
- (ii) Réaliser les travaux de construction de 63 seuils d'épandages (62 de type 1 et 1 de type 2) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder;
- (iii) Contrôler les travaux de 63 seuils dans les trois régions d'intervention du ProDAF/MTZ ;
- (iv) finaliser la construction des deux seuils de type 2 de Tahoua ;
- (v) Réaliser les études de faisabilité de 5 mini barrages et de leurs AHA dont 3 mini barrages et leur AHA à Tahoua et un mini barrage à Zinder
- (vi) finaliser la

construction du mini barrage de Gayi en chantier dans la région de Zinder; vii) réaliser les études de faisabilité d'aménagement de 3 mares ; (ix) Réaliser les travaux d'aménagement d'une mare (xii) réaliser les travaux d'aménagement de trois et 4 de mini barrage /petits périmètres communautaires dans la région de Maradi ; (xiii) réaliser xii) mettre en œuvre les travaux de construction/réhabilitation de 1 seuil type 2 en série xiv) réaliser les travaux de construction/réhabilitation de 2 seuils type 1 en série (engagé en 2019).

La CENRAT apportera un appui à travers l'organisation d'un atelier de l'internalisation du manuel de l'ingénierie sociale sur les l'OME au niveau du ProDAF/MTZ et assurera le contrôle qualité de toutes les activités à travers les missions de suivi et de supervision. Un atelier de l'internalisation du manuel de l'ingénierie sociale sur les l'OME au niveau du ProDAF/MTZ est organisé par le ProDAF/MTZ et le contrôle qualité de toutes les activités à travers les missions de suivi et de supervision est assuré par les ATN de la CENRAT.

b) Stratégies de mise en œuvre

Le processus de recrutement des cabinets pour la réalisation des études requiert les étapes ci-après :

- Confirmation des sites ;
- Dossier de manifestation d'intérêt pour le recrutement du bureau d'étude ;
- Recrutement et contractualisation du bureau d'étude spécialisé ;
- Conduite de l'étude.

Ces études **permettront** d'élaborer les APS, APD et DAO pour la sélection des entreprises d'exécution. Pour partager et internaliser les résultats des études avec l'ensemble des acteurs, des ateliers **seront** organisés.

L'exécution des travaux de réalisation des seuils type **se fera** à travers la contractualisation avec des entreprises sélectionnées sur la base des appels d'offres ouverts ou restreints selon l'importance des travaux à effectuer.

Le contrôle des travaux **se fera** aussi à travers la contractualisation avec le/les cabinets/ bureaux d'études spécialisés sous la supervision des URGP, MAG/EL et des STD. Des opérateurs **seront** mis à contribution pour l'ingénierie sociale autour des sites. Par ailleurs, un chantier école **sera** conduit à l'intention des bénéficiaires notamment la main d'œuvre locale qui sera utilisé lors de l'exécution afin de leur permettre de mener à bien leur tâche et aussi préparer la maîtrise d'entretien des ouvrages qui seront réalisés.

Pour les études de faisabilité des seuils, de mini barrage, AHA et d'aménagement de la mare, des cabinets/bureaux **seront** recrutés pour conduire les études qui **seront** validées au cours des ateliers au niveau des unités de gestion à travers la participation des parties prenantes.

c) Niveau d'avancement :

Au 31 décembre 2020, le taux d'exécution physique l'AS2 est évalué à 62% avec respectivement 66% à Maradi, 81% à Zinder et 44% à Tahoua. La réalisation financière globale de l'AS est à 45%.

Les produits attendus ne sont pas encore disponibles mais on note en revanche, un avancement significatif des études des ouvrages de mobilisation des eaux prévus.

Etudes de faisabilité : On note entre autres la validation des études APS, APD et DAO de 36 seuils de type 1 à Tahoua, les mêmes types d'études pour 30 seuils de type 1 et 2 de type sont élaborés et en instance de validation ; étude en cours pour 2 mini barrage et AHA ; 1 schéma d'aménagement de mare réalisé à Zinder ; les études APS sont validées et les APD en cours

pour le mini barrage de Fadara, Tsaida et Tadoupta à Tahoua ; le processus de recrutement du cabinet pour les études de faisabilités de l'aménagement de la mare de Babayé à Maradi est au stade de la négociation avec le cabinet retenu.

Travaux : on note également que 2 seuils de types 1 ont été réceptionnés à Zinder ; Un processus de résiliation du marché de réhabilitation d'un mini barrage de Zinder est en cours au MAG/EL ; contrat de travaux de 36 seuils de type 1 sont signés à Tahoua ; recrutement des entreprises pour les travaux d'aménagement de la mare de Dan doutchi ; 5 seuils composés en 2 lots sont en cours des travaux à Maradi. Les travaux de lot 1 sont exécutés à 77% pour une consommation de délai de 63% alors que pour le lot 2 ils sont à un taux d'exécution de 12% pour une consommation de délai de 35%. Il y a également 6 seuils dont 2 de type 2 et 4 de type 1 en instance de réception technique (4) et définitive (2) à Maradi. 4 PPC dont la réception technique des travaux a été prononcée.

Tableau 13 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS2

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux			3 227 169 492		1 450 376 464	62%	45%
Mini barrages étudiés/en études	Nbre	5		3		60%	
Mini barrages construits	Nbre	2		0		0%	
Petits périmètres irrigués réalisés	Nbre	4		0		0%	
Seuils d'épandage type 1 en série étudiés/en études	Nbre	66		66		100%	
Seuils d'épandage type 1 en série construits	Nbre	66		0		0%	
Seuils d'épandage type 2 en série étudiés/en études	Nbre	1		1		100%	
Seuils d'épandage type 2 en série construits	Nbre	1		0		0%	
Mares étudiées/en étude	Nbre	3		2		67%	
Aménagements des mares	Nbre	3		0		0%	

d) Effets et Impacts

- Fort engouement des bénéficiaires des PPC ;
- Adhésion des producteurs autour des seuils d'épandage ;
- un bon épandage et une remontée importante de la nappe, ce qui a permis la mise en valeur de ces sites à travers la culture de décrue et de contre saison ;
- Il ressort aussi une sédimentation des lits à l'amont de ces ouvrages au niveau de l'ensemble des sites et un retour progressif de la Biodiversité Végétale et faunique.

e) Contraintes/difficultés rencontrées

- La traine dans l'élaboration des dossiers d'exécution des ouvrages en raison de la dynamique érosive du kori ;
- La clarification foncière au niveau des PPC a influencé le délai d'exécution des travaux
- Sous-estimation des quantités des travaux par le cabinet en charge des études de faisabilités et par les entreprises ;
- Menaces au niveau des berges de kori pour certains PPC ;
- La pluviométrie exceptionnelle de cette année a affecté la stabilité de certains seuils d'épandage ;
- La faible capacité des entreprises recrutées constitue un frein à l'avancement des travaux ;

- La gestion de la pandémie du virus corona a entravé à un certain moment le déplacement sur le terrain pour le suivi des travaux.

e) Leçons apprises/recommandations** ???**

- Les seuils sur les Goulbi Maradi et Gabi nécessitent un modèle spécifique et une prévision financière conséquente ;
- Les bénéficiaires des seuils et des PPC nécessitent automatiquement un appui de base en intrants agricoles (semences, engrais, produits phyto) à titre de fonds de roulement pour accélérer la mise en valeur des nouvelles superficies aménagées ;
- Les mesures pour la prévention contre la pandémie du COVID-19 nécessitent d'être prises en compte dans les estimations des travaux et leurs délais.
- Le chargement des entreprises pour plusieurs travaux dans une même période ne permet de garantir le respect de délai et même parfois la qualité de prestation.

f) Perspectives :

- Poursuite des travaux de 34 seuils d'épandages et l'achèvement de deux autres seuils démarrés en 2019 ;
- Le recrutement des entreprises en charge des travaux de 36 seuils ;
- Démarrage des travaux de l'aménagement de la mare de Dan Douchi ;
- La conduite des études pour les travaux d'aménagement de la mare de Tabalak ;
- Poursuite des études des 4 mini barrages et les AHA et le démarrage des travaux d'un mini barrage.
- Finalisation des travaux de construction 4 seuils à Zinder et Maradi
- Finalisation des travaux de réhabilitation du mini barrage de Gayi ;
- Résiliation du lot 2 du mini barrage (réalisation des ouvrages anti érosifs) et engagement du processus de recrutement d'un nouveau prestataire devant achever les travaux ;
- Validation des rapports APD pour les 2 mini barrages (ZARNOUSKI ET BARIN ABDOUA)
- Engagement du processus de contractualisation avec l'ONAHA pour la réalisation des travaux de construction des 2 mini barrages et de leurs aménagements en aval ;
- Recrutement des entreprises et bureau de contrôle pour les travaux de construction des seuils.

4.1.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS3 : Aménagement des sites de Petite irrigation

a) Objectifs opérationnels :

(i) Poursuivre l'appui à l'aménagement et la mise en valeur de 400 ha de petite irrigation (75 ha à Maradi, 250ha à Tahoua et 75 à Zinder) sous forme de dossiers de microprojets individuels ou en groupements à travers le partenariat ProDAF/IF de mise en œuvre du nouveau mécanisme de financement à coût partagé des microprojets ; (ii) Assurer l'accompagnement des bénéficiaires en termes d'appui conseil de proximité au niveau des exploitations familiales appuyées par le programme ; (iii) poursuivre les missions d'information et sensibilisation au niveau des bassins de production du ProDAF iv) Redynamiser le dispositif de suivi continu des exploitations agricoles familiales pour la collecte des données AEF. En plus de cet indicateur sur la superficie, les indicateurs ci-dessous seront suivi par les unités de gestion du programme.

- Des missions d'information et sensibilisation sont conduites ;
- Un dispositif de collecte des données pour l'analyse économique et financière est redynamisé ;
- Une capitalisation de l'activité est assurée.

b) Stratégies de mise en œuvre

L'activité sera mise en œuvre avec l'appui des Institutions Financières et la CRA à travers des conventions de partenariat. Le financement des aménagements et la mise en valeur au profit des promoteurs seront réalisés selon le mécanisme de financement à coût partagé qui prévoit 40% de subvention apportée par le ProDAF, 10% d'apports personnels et 50% de crédit contracté par les promoteurs. Il s'adresse aux petites exploitations à capacité entrepreneuriale et engagées dans une activité commerciale rentable telle que la petite irrigation.

La CENRAT apportera des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante' à travers l'Assistant Technique chargé des questions de finance rurale appuiera les URGP. Le dispositif de suivi continu pour l'AEF sera conduit par l'ATN chargé du volet Analyse économique et financière du programme en collaboration avec les Equipes S&E.

c) Niveau d'avancement

Les taux d'exécution physiques l'AS3 sont évalués à 32% à Maradi, 95% à Zinder et 42% à Tahoua. Le taux de réalisation financière globale est 27%. En termes de réalisations physiques, on note l'aménagement de 208,45 ha en petite irrigation à travers le mécanisme de financement à coût partagé.

Au 31 décembre 2020, 25,2 ha de superficies de petite irrigation ont été aménagées/réhabilitées à travers le financement des dossiers de micro-projets à Maradi ; 93 ha de superficie de petite irrigation financé et aménagées à Tahoua ; Une convention a été signée avec la BAGRI pour l'aménagement et la mise en valeur de 100 ha à Zinder et 125,08 ha de superficies de petite irrigation sont aménagés au profit de 87 promoteurs ;

Tableau 14 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS3

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS3.Aménagement des bassins de production			748 750 000		199 454 222	61%	27%
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	10		0		0%	
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	0		0		#DIV/0!	
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	455		208,45		46%	
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	34,96		34,96		100%	

d) Effets /tendances enregistrés/Bénéficiaires

- Il ressort lors de réception et de visite de matérialité des investissements un engouement fort des bénéficiaires sur le financement ;
- Une appropriation progressive des partenaires est relevée lors des différentes missions et aussi dans la célérité de traitement des dossiers des promoteurs ;
- Amélioration des revenus des bénéficiaires du financement à cout partagé

e) Contraintes/difficultés rencontrées

- Le retard dans le traitement des dossiers des promoteurs par les institutions financières
- L'agence de BAGRI de Tessaoua n'a financée aucun dossier depuis 2018 ;

- L'inondation 2020 a retardé le démarrage des activités de petite irrigation en raison de l'inaccessibilité aux sites et des dégâts occasionnés ayant obligé même les institutions financières à rééchelonner le remboursement des crédits ;
- L'insuffisance des institutions financières à même d'accompagner le ProDAF dans le cadre de la mise en œuvre du volet ; seule BAGRI, actuellement est mise à contribution ;
- La présence d'autres partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine du financement agricole et qui ont des modalités de financement beaucoup plus avantageuses ;
- La non éligibilité des fonds de roulement (critère important pour les promoteurs) engendre un grand nombre de rejet de dossiers soumis.

e) Leçons apprises/recommandations ??

Le suivi encadrement de proximité des promoteurs par les services techniques de l'Agriculture (niveau District Agricole) est nécessaire pour leur permettre de mieux valoriser les équipements, booster les productions agricoles avec l'aménagement des superficies ; ce qui favorisera le remboursement des crédits octroyés ;

f) Perspectives

- Poursuite de financement des promoteurs pour satisfaire le maximum des dossiers en attente de financement ;
- Suivi/encadrement des bénéficiaires pour qu'ils puissent tirer meilleur profit des équipements acquis ;
- Poursuite de l'info-Sensibilisation (émissions radio, visite terrain, etc.) sur le crédit agricole ;
- Séance de travail avec la BSI et établissement d'un partenariat pour contribuer à la mise en œuvre du mécanisme de financement à coût partagé ;
- 5 dossiers pour une superficie de 14,55 ha au profit de 5 promoteurs en instance de financement à Zinder.

4.1.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique

a) Objectifs opérationnels :

(i) Organiser trois sessions de formation sur diverses thématiques (CES/DRS/RNA Gestion de fertilité des sols, Gestion intégrée des ravageurs et conduite CEP) au profit de 90 formateurs (agents de l'agriculture, superviseurs des ONG et animateurs endogènes) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder; (ii) organiser 10 voyages d'études locaux (visite inter producteurs) ; (iii) Organiser huit (8) journées portes ouvertes; (iv) Mettre en place et opérationnaliser 228 CEP dont 58 nouveaux CEP et 170 CEP anciens au profit d'au moins 5 650 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes ; (v) Mettre en place l'Appui Conseil Agricole Paysans (ACAP) sur 1191 ha au profit de 2 382 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes (vi) Signer 13 conventions avec les radios communautaires ; (vii) Recruter deux ADL pour appuyer dans la mise en œuvre de cette activité dont 1 à Tahoua et 1 à Zinder et (viii) Mobiliser 3 institutions de formations/recherches pour l'appui à la capitalisation des activités mises en œuvre.

L'activité ACAP vise à améliorer la productivité en culture pluviale notamment l'augmentation de 30% des rendements de la production. Les cultures pluviales concernées sont essentiellement le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide, qui représentent les principales spéculations de la région et qui sont cultivées dans un contexte de déficit et de variabilité pluviométrique et de sols sableux et lessivés.

Pour le suivi des effets/impacts des activités de cette activité Structurante, les indicateurs suivants ont été sélectionnés :

- % des producteurs ont adopté au moins une technique/technologie dispensée ;
- Au moins 8 thématiques sont enseignées dans les CEP ;
- Le taux d'adoption des thématiques enseignées ;
- Des producteurs appuyés ont participé aux voyages d'études et ont acquis des connaissances sur les technologies d'intensification des productions agricoles ;
- Les voyages d'études locaux sont organisés et les résultats capitalisés.

b) Stratégies de mise en œuvre

Les CEP seront conduits sous l'encadrement des agents des GSC/ONG et des paysans relais formés et identifiés parmi les anciens stagiaires CEP mis en place et animés par les partenaires du programme.

Quant au dispositif d'appui conseil (ACAP), il sera opérationnalisé à travers la signature de contrats de prestations avec les groupements d'appui conseil agricole paysan (GACAP).

Les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) assureront la supervision technique et l'assurance qualité des opérations dans le cadre d'un protocole d'accord de collaboration qui sera signé à cet effet.

Le processus de mise en œuvre suivra les étapes suivantes :

- Identification des sites, stagiaires CEP, des bénéficiaires d'ACAP et des GACAP ;
- Conventions/protocole de travail avec la DRA et les opérateurs de mise en œuvre
- Contrats avec les groupements d'appui conseil agricole paysan ;
- Ateliers villageois d'autodiagnostic et de planification des activités ;
- Mise en place du dispositif sur le terrain ;
- Conduite des AAES, cours spéciaux et visites inter producteurs et JPO Evaluation des résultats et dépôt de rapport d'activité.

La CENRAT apportera des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante' à travers l'Assistant Technique National Agronome chargé des questions de production agricole.

c) Niveau d'avancement :

Le niveau de la mise en œuvre globale de l'AS4 est physiquement de 72% dont 77% à Maradi, 86 à Tahoua et 56% pour Zinder. Le taux de réalisations financières est de 47%.

Tableau 15 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS4

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalisations physiques	Réalisations financières		
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques			733 445 265		346 926 276	72%	47%
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	58		58		100%	
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	1191		1191		100%	

d) Effets/impacts

- Forte répliation des thématiques enseignée dans les CEP. Le taux d'adoption des techniques/technologies par les stagiaires CEP est en moyenne de 75% à 100 % au

niveau des PDE de Tessaoua, Mayahi et Gourdjia. Les techniques les plus adoptées sont la RNA, le compostage, l'utilisation du rayonneur, l'utilisation des fongicides, la micro dose, le démariage à 3 plants, la préparation et l'utilisation du bio pesticide à base du Neem et de l'ail;

- Augmentation du rendement de 667 Kg/ha comparé à 496 Kg/ha obtenue lors de l'étude de référence en 2016 ;
- Emergence des femmes leader dans les dispositifs d'animation des ACAP ;
- Création d'emploi temporaire à travers la valorisation des meilleurs stagiaires dans le cadre de l'animation des GACAP et CEP ;
- Emergence des producteurs des semences du mil (HKP) et de niébé (IT90).
- Une adhésion massive de la population au CEP et ACAP ;
- Fort engouement des bénéficiaires d'ACAP autour de la question d'épargne intrants ;
- Des dispositifs de pérennisation sont pris en commun accord avec les bénéficiaires dès la 1ère année dans les CEP et ACAP

e) Leçons apprises/recommandations ??

- La valorisation des stagiaires locaux dans l'appui conseil facilite aux paysans l'accès à un encadrement de proximité ;
- Le dispositif ACAP et l'appui en semences améliorés aux ménages déficitaires constituent un moyen de mise à l'échelle des bonnes pratiques agricoles ;
- L'accompagnement des paysans dans la production de semence permet de créer la disponibilité et l'accessibilité aux producteurs dans les bassins de production.
- Une forte sollicitation par la population du renforcement de leurs capacités à travers les dispositifs des CEP ;
- La formation des producteurs par leurs paires (animateurs GACAP) a enregistré une forte adoption au niveau des bénéficiaires des ACAP ;

f) Perspectives

- Evaluation des CEP et des ACAP ;
- Organisation de journée porte ouverte pour partager les résultats des CEP ;
- Evaluation des partenaires de mise en œuvre et élaboration des conventions 2021.

4.1.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS5 : Développement des cultures irriguées

a) Objectifs opérationnels :

(i) Former/recycler 32 Superviseurs/formateurs sur le CEPM ; (ii) Mettre en place et opérationnaliser 2 44 CEPM (dont 129 nouveaux et 115 anciens) au niveau des PDE au profit de 5 600 producteurs maraichers dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes ; (iii) organiser 14 journées porte ouverte ; (iv) organiser au moins 8 voyages d'études locaux au profit de 480 producteurs, organiser un voyage d'étude au niveau national ; (v) organiser 1 voyage d'étude à l'étranger.

Ces sous activités visent à améliorer la productivité en cultures irriguées, notamment l'augmentation des rendements d'environ 40% dans les PDE.

b) Stratégies de mise en œuvre

Les CEPM seront conduits sous l'encadrement des GSC/ONG, et des paysans relais dans un cadre contractuel. La Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) assurera la supervision des opérations dans le cadre d'un protocole d'accord de collaboration qui sera signée à cet effet.

Les étapes de mise en œuvre de l'activité se présentent comme suit :

- Contractualisation avec les prestataires (GSC/ONG/DRA)
- Recrutement des superviseurs et animateurs relais
- Formation des prestataires en techniques de mise en place et d'animation des CEPM
- Information sensibilisation des acteurs ;
- Identification des apprenants et choix des sites
- Mise en place des CEPM (enquête exploratoire, acquisition matériels et intrants, CV...)
- Animation, supervision et rapportage ;
- Voyages d'échanges inter et intra zones et dans les autres pays ;
- Organisation des journées portes ouvertes dans chacun des PDE concernés
- Evaluation des CEPM et production des notes de capitalisation.

La CENRAT **apportera** des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante à travers le recours aux compétences locales et service des consultants.

c) Niveau d'avancement :

Le niveau d'exécution physique de l'AS 5 est de 39% dont 48% à Maradi, 45% à Tahoua, 35% à Zinder et 26% à CENAT. Le taux global de réalisations financières est de 55%.

Tableau 16 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS5

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalisations physiques	Réalisations financières		
AS5. Développement des cultures irriguées			226 485 690		123 693 454	39%	55%
Champs Ecoles Paysans Maraichers (CEPM)	CEPM	75		22		29%	

d) Effets /tendances enregistrés

- Le taux d'adoption moyen des thématiques enseignées est de 80%. Le taux varie d'une thématique à l'autre entre 76% pour le repiquage en ligne à 89% pour le semis en ligne ;
- L'évaluation des stagiaires des CEPM des PDE de Guidan Roumdji et Sabon Machi a permis d'identifier 42 personnes dont 36% de femmes qui ont maîtrisé les thématiques enseignées et savent lire et écrire (capable de conduire des CEPM) ;
- La technique d'utilisation du bio pesticide est bien internalisée et appliquée par les producteurs des sites touchés par les CEPM ;
- Les techniques de confection de compost et d'apport localisé des engrais chimiques sont bien maîtrisées et répliquées par les producteurs ;
- Création d'emploi temporaire à travers la valorisation des meilleurs stagiaires dans le cadre de l'animation des CEPM ;

Difficultés rencontrées

La principale contrainte est l'inondation de cette année 2020 qui a retardé le démarrage des activités ;

Leçons apprises/**recommandations** ??

- Les journées portes ouvertes constituent un cadre d'échanges pour les producteurs des différents bassins de production avec différentes contraintes ;
- Appuyer les activités connexes à la petite irrigation (foreurs, et réparateurs des motopompes) et le fond de roulement dans le financement à coût partagé pour favoriser la répliation/l'adoption des bonnes pratiques dans les parcelles individuelles.

e) Perspectives :

- Formation/recyclage des encadreurs des nouveaux CEPM ;
- Installation et opérationnalisation des nouveaux CEPM ;

4.1.6. Etat d'exécution physique et financière de l'AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture

a) Objectifs opérationnels :

(i) Mettre en place et opérationnaliser 73 DIPE dont 37 nouveaux et 36 anciens en vue de diffuser les technologies pour une meilleure conduite de l'élevage et donc renforcer les capacités des agro-éleveurs, (iii) Mettre en place 315 nouveaux kits petits ruminants dont 115 à Maradi et 200 à Tahoua ; (iv) Appuyer la campagne de vaccination du cheptel 2019-2020.

La CENRAT apportera des appuis à travers les activités suivantes: i) Conduire une étude sur la capitalisation de mise en place des SVPP dans la région de Zinder et Maradi; (ii) Appuyer la formation des formations sur la mise en place des DIPE au niveau de l'URGP de Diffa ; (iii) Appuyer les URGPs sur le contrôle qualité des documents stratégiques liés aux activités agro pastorales ;(iv) Conduire deux missions de suivi des activités agro pastorales au niveau du programme (v) Appuyer la mission conjointe de la CENRAT au URGP (vi) Organiser un atelier d'internalisation du guide méthodologique de mise en place des kits caprins dans la zone du programme ; (vii) Appuyer la mission de supervision entre le Niger et le FIDA sur les activités agro pastorales.

b) Stratégies de mise en œuvre

Pour la mise en œuvre de cette activité, les URGPs signeront des conventions de partenariat avec les SVPP pour la conduite des activités au niveau des PDE. Cette activité sera accompagnée par les Directions Régionales d'Élevage (DREL) à travers un protocole d'accord de collaboration pour prendre en charge les missions de supervision pour le contrôle qualité. Les principales étapes pour la mise en place et l'animation des DIPE sont :

- Identification des sites et des stagiaires ;
- Protocole de travail avec la Direction Régionale de l'Élevage ;
- Contrats/convention avec les SVPP ;
- Information/sensibilisation et sélection des bénéficiaires ;
- Conduite d'ateliers villageois d'autodiagnostic et de planification des activités
- Mise en place du dispositif sur le terrain ;
- Evaluation des résultats et dépôt de rapport d'activité DIPE ;

Pour la mise en place et le suivi des kits caprins et volailles, les étapes sont les suivantes :

- Protocole de travail avec la Direction Régionale de l'Élevage ;
- Contrats/convention avec les SVPP ;
- Ciblage des bénéficiaires kits caprins et volaille ;
- Acquisition, mise en place et suivi des kits caprins et volaille.

La CENRAT **apportera** des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante' à travers l'Assistant Technique national vétérinaire chargé des questions de petit élevage et aviculture.

c) Niveau d'avancement :

Le niveau d'exécution de l'AS 6 est de 83%. On note un taux d'exécution physique de 91% à Zinder, 85% à Tahoua et 81% à Maradi. Le taux global de réalisations financières est de 75%.

Tableau 17 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS6

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage			244 243 716		182 702 399	83%	75%
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	0		0		#DIV/0!	
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	1		0		0%	
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	37		37		100%	
Octroi kits animaux (caprins)	Kits	315		115		37%	
Octroi kits animaux (volailles)	Kits	0		0		#DIV/0!	

Effets /tendances enregistrés

- Une forte valorisation des sous-produits agricoles, de diversification et d'amélioration de la qualité d'aliments bétails à travers les DIPE ;
- Une augmentation des effectifs des caprins distribués dans le PDE de Guidan Roudji de 541 têtes en début mars 2020 à 603 en fin Mai 2020 soit un taux de croit de 11,46% avec un taux d'exploitation de 8% pour subvenir aux besoins du ménage (événements sociaux et besoins alimentaires) ;
- La vente des produits des DIPE a servi aux appuis sociaux dans les villages concernés (achat et distribution des chèvres aux femmes non bénéficiaires des kits caprins) ;
- Amélioration de la conduite de l'élevage et la santé animale ;
- Recours aux soins vétérinaires par la communauté ;
- Amélioration de l'état nutritionnel des animaux surtout en saison sèche.

d) Contraintes/difficultés rencontrées

- Le Manque de SVPP dans certains départements, rendant souvent très difficile la conduite des animations des DIPE vue les distance à parcourir ;
- La situation du COVID-19 qui influe négativement sur l'organisation de l'encadrement des agropasteurs ;
- La faible participation aux animations des agropasteurs pendant les périodes de préparation des champs et travaux champêtres ;

e) Leçons apprises/**recommandations ??**

- Le renforcement des capacités des agro éleveurs concours à l'amélioration de la conduite d'élevage et l'accessibilité de certain aliment de base (block multi notionnelle, block à lécher) ;
- Des activités génératrices des revenus des femmes telles la vente des blocs à urée, des blocs multi nutritionnels densifiés, des aliments volailles, etc. sont générées par les DIPE ;
- L'adoption de la vaccination de la volaille contre la maladie de New Castle, à travers les DIPE, a induit une forte reconstitution du cheptel volaille au niveau des villages. Ce qui est une source de richesse des agro-éleveurs ;
- L'appui en kits petit ruminants contribue à la nutrition des ménages et au renforcement du capital cheptel.

f) Perspectives

- La poursuite de l'animation des DIPE et évaluation des activités ;
- Acquisition et mise en place des kits petits ruminants de lot 1.

4.1.7. Etat d'exécution physique et financière de l'AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel

a) Objectifs opérationnels :

(i) Renforcer les capacités techniques et opérationnelles de la CRA, des fédérations, de la DRA, DRGR et du SPR/CR pour faciliter la mise en œuvre des activités sur le terrain. Les appuis porteront principalement sur la logistique, le fonctionnement, les équipements et la formation ; (ii) Appuyer la consolidation et l'opérationnalisation des activités d'ingénierie sociale et autres activités au niveau du ProDAF/MTZ/ et de 24 AUE mis en place dans les 7 PDE, l'objectif étant d'amener, à travers des séances d'ingénieries sociales, tous les utilisateurs de la ressource naturelles à prendre conscience de la problématique et d'asseoir une meilleure stratégie de gestion durable au niveau des bassins versant à Tahoua ; (iii) Accompagner 26 GACAP mis en place dans 6 PDE pour leur fonctionnalité à Tahoua ; (iv) Mettre en place/redynamiser et accompagner 41 BEOME dans 7 PDE à Tahoua, (v) Poursuivre l'animation des cadres de concertation Hadin Gwiwa au niveau des 7 PDE à Tahoua ; (vi) organiser 3 ateliers d'échange et partage sur le conseil agricole (vii) mettre en œuvre 6 Accompagnements des dispositifs privés de Conseil Agricole du Programme Niger – FIDA (viii) donner un appui logistique aux équipes de santé en matière de logistique, de produits d'hygiène et produits de protection) (viii) fournir 34 appuis en moyens logistiques et équipements (appui aux services de santé).

b) Stratégies de mise en œuvre

Cette activité sera mise en œuvre à travers la signature des conventions de partenariats qui définiront entre autres les objectifs visés, les résultats attendus, les activités convenues et les budgets.

Les acquisitions prévues dans ces différentes collaborations seront faites par les URGP/CENRAT et mises à la disposition des partenaires.

Quant au renforcement du dispositif I3N, il s'agit à travers cet appui la mise en œuvre des activités suivantes :

- (i) Mise en place d'une base informatique de données intégrant les données du ProDAF au niveau du HCI3N ;
- (ii) Opérationnalisation de la collecte des données pour renseigner les indicateurs qui sont à charge du PRODAF et de l'I3N ;
- (iii) Mise en place et le fonctionnement des outils de collecte des données pour alimenter la base de données au niveau des acteurs régionaux ;
- (iv) Accompagnement des acteurs dans la réalisation du bilan de la mise en œuvre du ProDAF et des programmes d'investissement prioritaire de l'I3N ;
- (v) Édition, diffusion des différents produits de suivi-évaluation et de capitalisation des expériences, mise à la disposition des acteurs des informations du dispositif de suivi évaluation de l'initiative 3N ;
- (vi) Prise en compte des informations et des données ProDAF dans le dispositif de suivi évaluation de l'I3N ; facilitation de la circulation de l'information générées par le ProDAF entre les acteurs tant au niveau central qu'au niveau des coordinations régionales.

c) Niveau d'avancement

La réalisation financière au niveau de l'AS7 est à 56% pour une exécution physique de 65%.

Tableau 18 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS7

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel			424 202 607		239 289 587	65%	56%
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations OP	Nbre	7		7		100%	

d) Effets /tendances enregistrés/Bénéficiaires

- Les appuis apportés aux STD a permis à ces derniers de remplir leur rôle sans difficulté et aussi de répondre au besoin du Programme ;
- Les acteurs locaux (AUE/BEOME et COGES) ont compris les enjeux de la gestion concerté et rationnelle des ressources naturelles.

e) Leçons apprises/recommandations

Les appuis institutionnels facilitent à tous les partenaires de jouer pleinement leur rôle dans l'atteinte des objectifs du programme.

d) Perspectives

- Signature d'une convention avec le code rural pour appuyer la clarification des statuts fonciers des sites ;
- Poursuite des activités d'ingénierie sociale avec les CRA ;
- Poursuite des appuis institutionnels aux partenaires du programme.

4.1.8. Etat d'exécution physique et financière de l'AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle

a) Objectifs opérationnels

(i) Mettre en place 88 greniers féminins de soudure au niveau du ProDAF/MTZ/ (ii) Renforcer les capacités de 4200 femmes et jeunes, membres des structures de gestion des activités (OP et instances rurales du ProDAF/MTZ/MTZ) à travers l'ouverture/reconduction de 110 centres d'alphabétisation fonctionnelles de Tahoua et Zinder pour une meilleure gestion de leurs structures, de leurs activités et des infrastructures ainsi que l'autonomisation de ces groupes ; (iii) Mettre en place des kits agricoles au profit des ménages vulnérables ; (iv) Identifier, former et équiper 180 relais communautaires à Tahoua et Zinder ainsi que 30 agents villageois pour le suivi rapproché des activités liées à la nutrition, la promotion des femmes leaders, le genre à Tahoua ; (v) Appuyer au moins 300 groupements et 50 réseaux MMD à se redynamiser ; (vi) Contractualiser avec l'opérateur qui accompagnera la mise en œuvre des activités ; (vii) Signer deux (2) conventions avec les services techniques (DREP et la Direction de la promotion de la femme) pour le suivi contrôle de la mise en œuvres des activités de la sous composante à Tahoua ; (viii) Doter les animatrices en 60 kits d'animation (femmes relai) à Zinder; (ix) Mettre en place 200 kits pour le suivi nutritionnel des enfants à Zinder ; (x) Appuyer l'opération boutures manioc au profit des ménages extrêmement vulnérables (EV) à Zinder x) placer 1407 kg de semences potagères xi) distribuer 443 tonnes semence de pommes de terres (xii) Renforcer les capacités des Groupements d'Appuis conseils Agricoles (GACAP) en matière de lutte contre la pandémie et les appuyer pour mener 88 séances IEC (xiii) réaliser 430 séance Démonstrations/sensibilisation nutritionnelle (xiv) distribuer 31875 kg de semences culture pluviale (xv) Mettre à la disposition des

groupements féminins et des jeunes 166 kits de lavage de mains et de bavettes) (xv)réaliser 11 sessions de formation /recyclage sur le genre au profit des partenaires et agents du programme (xvi)placer 161 kits lavage des mains.

La CENRAT apportera des appuis à travers les activités suivantes :

(i) assurer le suivi des greniers féminins de soudure et produire une de capitalisation de la gestion de l'opération ;(ii) réaliser une étude d'effets/impacts de la mise en œuvre de bouture de manioc ; (iii) suivre les centres Alphabétisation et produire une note de capitalisation ; (iv) réactualiser la Stratégie de Développement Equitable et d'Autonomisation des femmes et des Jeunes (SDEAFJ) et élaborer une approche opérationnelle ;(v) tenir un atelier de validation de la stratégie SDEAF et de l'approche opérationnelle ; (vi) Participer à la célébration de la journée mondiale de l'alimentation.

b) Stratégies de mise en œuvre

La mise en œuvre des activités de la sous composante se fera avec l'appui d'opérateur spécialisé (Alphabétisation, nutrition et activités de leadership féminin) et les services techniques de l'Agriculture (kits agricoles et opération bouture manioc) et de l'Education (supervision alpha) avec lesquels des contrats/conventions seront signés. Le suivi accompagnement des bénéficiaires sera assuré par les STD et les URGP. Des contrats seront signés avec des consultants spécialisés pour le renforcement des capacités des groupements féminins sur les AGR respectueuses de l'environnement retenues. Le suivi accompagnement des bénéficiaires sera réalisé par le programme et les STD.

La CENRAT apportera des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante à travers l'Assistant Technique National Sociologue.

c) Niveau d'avancement des activités

Le niveau d'exécution physique de l'AS 8 est de 86% dont 89% à Maradi, 77% à Tahoua et 90% à Zinder. Le taux de réalisation financière de l'AS est de 28%.

Tableau 19 : Niveau de réalisations physiques et financières l'AS8

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalisations physiques	Réalizations financières		
AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle			1 807 386 938		512 909 407	86%	28%
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	24		6		25%	
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	0		0		#DIV/0!	
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Tonnes	132,4		43,1		33%	
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	0		0		#DIV/0!	
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	380		380		100%	
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	80		52		65%	

d) Effets /tendances enregistrés/Bénéficiaires

- Forte demande en alphabétisation par les communautés ;
- L'amélioration de la santé nutritionnelle grâce aux actions de nutrition ;

- Diversification de l'alimentation à travers les sensibilisations des relais sur les bonnes pratiques alimentaires ;
- Fréquentation massive des centres de santé ;
- Les femmes pratiquent la CPN sans difficulté et sont accompagnées parfois par leurs maris ;
- 221 soit 89,83% groupements fonctionnels sur les 246 identifiés ;
- 194 soit 78,86% des groupements disposent des agréments sur la nouvelle loi OHADA ;

d) Contraintes/difficultés rencontrées

- Ralentissement des activités et la non tenue des assemblées villageoises lié à la pandémie de COVID 19 ;
- Démotivation des relais communautaires par manque de gratification

e) Leçons apprises/recommandations

- L'implication des leaders (femme et homme) au cours de l'ingénierie sociale favorise la réussite de l'activité ;
- Prévoir la gratification des relais communautaire pour assurer leur motivation ;

f) Perspectives

- Reconstitution des stocks au niveau des GFS ;
- Relance de nouvelle campagne d'alphabétisation 2020/2021 ;
- Suivi des AGR financés et des activités des relais ;
- Equipement et dotation des GFS ;
- Suivi des activités FARN.

4.2. Etat de mise en œuvre de la composante B : « Accès aux marchés » par AS

Cette composante vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales par la construction des marchés de demi-gros, de plateformes, de centres de collecte satellites et des maisons de paysan mais également la construction/réhabilitation des pistes rurales. Elle prend également en charge l'émergence et le renforcement des capacités des structures adaptées de gestion des infrastructures économiques.

Pour faciliter sa mise en œuvre, elle a été structurée en 3 sous composantes à savoir :

- Aménagements structurants d'accès aux plateformes ;
- Mode de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs ;
- Intégration régionale des échanges.

4.2.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS9 : Construction des plateformes de commercialisation

a) Objectifs opérationnels :

Finaliser l'étude technique et la programmation fonctionnelle pour la construction de deux marchés de demi-gros à Tchadoua et Mayahi; (ii) Finaliser les études techniques et DAO d'un marché de demi-gros dans le PDE de Gayi ; (iii) Recruter les entreprises pour les travaux de construction d'un MDG dans le PDE de Gayi (iv) Finaliser la réalisation des travaux de construction de la MAEP des marchés de demi-gros de Guidan Roumdji, (v) Opérationnaliser le MDG de Sabon Guida; (vi) Démarrer les travaux de construction d'un marché de demi-gros dans le PDE de Mirriah; (vii) Finaliser le DAO des MDG de Mayahi et de Tchadoua ; (viii) Achever la construction d'un centre de collecte satellite dans le PDE de Guidiguir ; (ix) Réaliser les travaux de construction de quatre (4) centres de collecte satellites dans les PDE de Mayahi et Guidan Roumdji ; (x) Lancer au moins les travaux de Construction des MDG de Mayahi et Tchadoua ; (xi) Réceptionner définitivement le MDG de Guidan Roumdji, les Centres de

Collecte de Mayara, Dogon Farou et les MAEP ; (xii) Achever les travaux de construction d'un (01) centre de collecte des produits agricoles à Koundigué dans le PDE de Sabon Guida, et de Boussaragué (PDE Tabalak);.xiii) déterminer les mesures environnementales pour l'aménagement de deux (2) MDG de produits agricoles xiv)réaliser l'étude de faisabilité construction de 3 MDG.

Guichet ProDAF/MTZ/OFID à Maradi : (i) Poursuivre et achever la construction de la plateforme de commercialisation de Gourgia (PDE de Gourgia).

Par rapport aux 600 Millions FCFA obtenus avec la variation du taux de dollar sur les fonds OFID, il est prévu dans chaque région, la construction de 2 centres de collecte ou des plateformes et/ou des MDG et/ou la consolidation des Plateforme commerciales et MdG ou des centres de collectes déjà construits et réceptionnés définitivement (diagnostic du dispositif solaire et renforcement de l'éclairage solaire, remblais.

a) Stratégies de mise en œuvre

Les contrats de construction des infrastructures seront confiés aux entreprises tandis que ceux de prestation intellectuelle seront pris en charge par les cabinets/bureau d'études. En effet, le recrutement des entreprises se fera selon les procédures en vigueur. Des contrats seront signés avec les entreprises pour et la réalisation des travaux. Tous les acteurs (Génie rural, autorités locales, cadres de concertation/hadin gwiwa) seront associés au processus de suivi et supervision. Pour les études techniques ou le contrôle des travaux, l'activité sera réalisée à travers des contrats de prestations qui seront signés avec des cabinets d'études et de suivi contrôle. Pour le suivi/supervision des travaux avec les services techniques, les procédures de gestion du chantier du ProDAF sera activée. Elles instituent les réunions des chantiers chaque deux semaines, chaque mois et chaque deux mois respectivement avec les services techniques départementaux, régionaux et nationaux. Quand il sera nécessaire, cas des MAEP, des conventions seront signées avec les services techniques du niveau régional pour l'assurance qualité de la mission du contrôle.

b) Niveau d'avancement

Le niveau d'exécution physique de l'AS 9 est à 70%% pour une réalisation financière de 41%. Le niveau d'exécution physique par URGP est de 66% à Maradi, 77% à Tahoua et 67% à Zinder. Les réalisations physiques de l'AS 9 sont entre autres :

Maradi :

- Les infrastructures de marchés MDG de Guidan Roumdji, Centre de Collecte de Dogon farou et la plateforme de Gourjia sont réceptionnées ;
- Les mini AEP des MDG de Guidan Roumdji, Tessaoua et Sabon Machi sont receptionnés ;
- Le processus de signature des contrats des entreprises recrutées pour les travaux de Centre de Collecte de Zongon Oumara et Tchaké est en cours ;
- Un DAO est élaboré pour l'achèvement de construction de la Maison du paysan de Tessaoua.

Tahoua :

- Les infrastructures de marchés de PFC de Kéhéhé, du centre de collecte de Koundigué ont été réceptionnées ;
- Les travaux complémentaires de MDG de Sabon Guida, de PFC de Doguéraoua, des Maisons de paysans de Sabon Guida, de Karofane et de Badaguichiri sont achevés et réceptionnés ;
- Travaux en cours pour les centres de collectes à Boussaragué et Gondagoro dans les PDE de Tabalak et Doguéraoua.

Zinder :

- Le centre de collecte de Gassafa est réceptionné ;
- Travaux en cours pour la construction du MDG de Mirriah ;
- Deux entreprises recrutées pour la construction des Centres de collecte de Janbirdji et Mazamni ;
- APD définitif, REIES provisoire et DAO en cours d'élaboration pour la construction du MDG de Gayi.

Tableau 20 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS9

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS9. Développement des infrastructures commerciales			1 153 745 561		468 744 681	70%	41%
Marchés de Demi Gros (MDG) étudiés/en études	Nbre	3		2			
Marchés de Demi Gros (MDG) construits/en construction	Nbre	2		1			
Maisons de Paysans (MP) étudiés	Nbre	0		0			
Maisons de Paysans (MP) équipées	Nbre	2		0			
Plates formes de commercialisation étudiées	Nbre	0		0			
Plates formes de commercialisation construites	Nbre	1		1			
Centres de collectes Satellites (CCS) étudiées/en études	Nbre	6		4			
Centres de collectes Satellites (CCS) construits	Nbre	11		1			

c) Contraintes/difficultés rencontrées

- Non-respect de délai et insuffisance dans la livraison des dossiers d'étude pour le MDG de Gayi : le cabinet n'a toujours pas transmis le dossier complet malgré les multiples échanges de rappel.
- Retard dans la passation de marché du consultant chargé du contrôle des travaux des deux centres de collecte de Zinder ;
- Les difficultés dans le démarrage des travaux en période de pluies ;
- Le retard dans l'exécution des travaux du centre de collecte de Dogon Farou consécutif à la mauvaise organisation de l'entreprise ;
- Retard dans la livraison des différents rapports (APS, APD) par le cabinet en charge des études des MDG de Mayahi et Tchadoua ;
- Les mesures restrictives dans le cadre de la prévention du COVID-19 a impacté négativement dans l'exécution des travaux et aussi la finalisation de certains documents contractuels.

e) Leçons apprises/recommandations

- L'implication des services techniques dans la supervision (aux niveaux national, régional et départemental) des études et des chantiers est gage d'une bonne qualité du DAO et des travaux ;
- La qualité de l'ingénierie sociale dans le processus de construction des infrastructures commerciales est déterminante pour garantir une opérationnalisation effective des marchés ;

- Intégrer le forage et la MAEP dans les ouvrages globaux du MDG (au lieu de les séparer) ;
- Éviter de concentrer entre les mains d'un seul individu beaucoup des chantiers

d) Perspectives URGP

Zinder

- La validation du Rapport d'Etudes d'Impact Environnemental et Social (REIES) et le DAO du marché de demi-gros de Gayi ;
- La réception définitive des travaux de construction de la PFC de Guidimouni ;
- La poursuite des travaux de construction du MDG de Mirriah ;
- La poursuite du suivi-contrôle des travaux de construction du MDG de Mirriah ;
- Le démarrage des travaux de construction de 2 CCS dans les PDE de Damagaram Takaya et Gayi.

URGP Maradi

- Recrutement des entreprises des travaux de forages et MAEP de Tessaoua et Guidan Roumdji (08 novembre 2018) ;
- Lancement des travaux d'un centre de collecte (Dogon Farou) et de la MAEP de Sabon Machi ;
- Lancement des études de faisabilité d'un MDG et 2 centres de Collecte.

URGP de Tahoua

- Sollicitation de la Direction régionale du génie rural de Tahoua pour mettre en place un dispositif de contrôle et supervision des travaux ;
- Démarrage des travaux de construction de deux nouveaux centres de collecte ;
- Démarrage des travaux complémentaire au niveau des maisons de paysan (murs de clôture) ;
- Démarrage des travaux complémentaires au niveau du MDG et des 2 PFC ;
- Mise en œuvre des mesures environnementales au niveau du MDG et 2 PFC.

4.2.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS10 :

Construction/réhabilitation des pistes rurales

a) Objectifs opérationnels :

(i) Poursuivre le contrôle et la surveillance des travaux de construction/réhabilitation de 37,47 km des pistes rurales dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida ; (ii) Démarrer les travaux de construction de 53,43 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé et Mirriah; (iii) Poursuivre et finaliser les travaux de construction/réhabilitation de 248,83 km des pistes rurales dont 72,67 km dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida et 76,9 km de pistes rurales les PDE de PDE de Bandé et Gayi et 99,29 km de pistes rurales à Maradi ; (iv) Lancer et Poursuivre les travaux de construction de 100 km de pistes rurales à hauteur de 40% ; (v) Démarrer et finaliser les études de 126 km de piste rurales dans les PDE de Tabalak, Doguéraoua et Tounfafi ; (vi) Démarrer le contrôle et la surveillance des travaux de construction/réhabilitation de 77 km de pistes rurales dans les PDE de Tabalak, Doguéraoua et Tounfafi ; (vii) Démarrer la construction/réhabilitation de 77 km de pistes rurales dans les PDE de Tabalak, Doguéraoua et Tounfafi; (viii) Achever les études techniques (APS, APD), environnementales et sociales ainsi que l'élaboration du DAO pour la construction/réhabilitation de 130 Km de pistes rurales au niveau des PDE de Bandé, Doungou, Guidiguir et Damagaram Takaya et (ix) Recruter les entreprises pour les travaux de construction/réhabilitation de 90 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé, Doungou, Guidiguir et Damagaram Takaya.

b) Stratégies de mise en œuvre

La conduite des études techniques, de la mission de contrôle et la réalisation des travaux de construction/réhabilitation des pistes rurales nécessiteront la contractualisation avec des cabinets de contrôles et des entreprises.

Pour la conduite des études, deux (2) homologues au chef de mission (Génie Rural et Équipement) seront mobilisées et feront partie intégrante de l'équipe du consultant. Le recrutement des cabinets de contrôle et les entreprises pour les travaux se feront selon les procédures de passation de marché en vigueur au Niger.

Pour les différentes missions de supervision des travaux sur le terrain, les services techniques régionaux et départementaux (Génie rural, équipement, code rural, environnement), les autorités locales, les cadres de concertation/ Hadin Gwiwa sont pleinement impliqués à travers des réunions des chantiers chaque deux semaines, chaque mois et chaque deux mois respectivement avec les services techniques départementaux, régionaux et nationaux. Un chronogramme dans ce sens sera élaboré et partagés avec les acteurs concernés ;

Tout démarrage des activités de l'étude, de la mission de contrôle ou des travaux sera nécessairement précédé par une réunion de cadrage tripartite (cabinet/entreprise, STD et ProDAF). Pour les travaux, des missions préalables de vérification des matériels et engins des entreprises seront conduites ce qui leur donnera ou non un visa de démarrage des travaux sur le terrain.

Le volet environnement des travaux sera confié aux BCER en ce qui concerne la plantation et l'entretien des arbres et aux ONG spécialisées pour les aspects des IST/VIH/SIDA et sécurité routière.

c) Niveau d'avancement

Le taux d'exécution physique global est de 75% avec 82% Zinder, 55% Tahoua et 89% à Maradi. La réalisation financière est de 73%.

Maradi :

- Réception des travaux de construction des travaux des lots 1, 3 et 4 de l'OFID (74 Km) ;
- Démarrage des travaux de 100,97 km des pistes rurales (depuis le 25 avril 2020) ;
- Recrutement d'un groupement des cabinets (Dan Kobo et émergence) pour le contrôle des travaux de 100,97 Km des pistes rurales.

Tahoua :

- Réception technique des travaux du lot n°2 : Tronçon de piste Aréwa- Sabon Guida – Frontière du Nigéria, 35,47 km de réhabilitation de piste ;
- Réception provisoire des travaux du lot n°3 : Tronçon de piste Téké – Gudan Makéra, 9,8 km de piste neuves ;
- Démarrage en instance des travaux de construction/réhabilitation de 143,33 km de pistes rurales dans les PDE de Tabalak, Doguéraoua et Tounfafi.

Zinder :

- Travaux de construction de 20,6 km dans le PDE de Bandé (Bandé-Gabi-Saboua Tacha) réceptionnés ;
- Travaux en cours d'exécution pour la construction de 66,43 km de pistes neuves dans les PDE de Mirriah, Bandé et Gayi ;

- Etudes finalisées (DAO et REIES validés) pour la réalisation de 110 km de pistes rurales (travaux neufs) et la réhabilitation de 20 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé.

Tableau 21 : Niveau d'exécution physique et financière de l'AS10

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS10. Construction/réhabilitation des pistes rurales			4 883 159 202		3 547 961 828	75%	73%
Linéaires de pistes neuves étudiées/en étude	Km	106		106			
Travaux neufs	Km	238		112,63			
Linéaires de pistes à réhabiliter étudiées/en étude	Km	20		20			
Travaux réhabilitation	Km	115		0			

d) Contraintes/difficultés rencontrées

Zinder :

- Faible mobilisation des moyens personnels, matériels par certaines entreprises (chantiers d'exécution des travaux des 56,30 et 18,90 km de pistes rurales) ; ce qui se traduit par des retards importants dans le délai d'exécution ;
- Vétusté des parcs matériels et pannes très fréquentes pour certaines entreprises (chantiers d'exécution des travaux des 56,30 et 18,90 km de pistes rurales).

Tahoua :

- Manque de performances des entreprises (Arrêts non justifiés des chantiers, vétusté des matériels, insuffisance du personnel d'encadrement...) ;
- Les délais d'exécution des travaux sont épuisés au niveau des lots 2 et 3 des travaux 72.67 km de piste ;
- Fin du délai de prestation de la mission de contrôle et surveillance des travaux de 72,67 km de piste ;
- Retards recrutement de la mission de contrôle et surveillance des travaux de 143,337 km de piste.

Maradi :

- Retard dans le paiement des avances de démarrage aux entreprises en charge de 100,97 Km (plus de 3 mois) ;
- Mesures restrictives dans le cadre du Covid-19 ont impacté sur le démarrage des travaux pour certaines entreprises ;
- Mauvaise qualité de mise en œuvre des travaux sur le tronçon Mayahi – Tchaké ;
- Délai long dans le traitement des ordres de virement par la BAGRI quand il s'agit d'interbanque (de 3 à 4 semaines).

d) Leçons apprises

- La mise à contribution des services techniques concernés (niveau national, régional et départemental) dans la supervision des études sur le terrain et à travers les ateliers de validation des APS et APD, est gage d'un DAO de bonne qualité ;
- La supervision régulière du niveau national est importante pour maintenir la pression sur les entreprises ; les rapports y relatifs devront être transmis au Président du Comité de pilotage pour information et décisions à prendre ;

- Mettre à contribution les services techniques régionaux du Génie rural et de l'équipement, à travers des conventions de partenariat, pour prendre le relai des cabinets d'études assurant le suivi-contrôle des travaux et pour lesquels les contrats de prestations ont expiré ;
- Réunion périodiquement avec les responsables et les techniciens des entreprises pour de cadrage dans l'exécution des travaux ;

e) Perspectives

URGP de Zinder

- L'organisation d'un atelier de validation des études d'impact Environnemental et Social pour 130 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé, Doungou, Damagaram Takaya et Guidiguir ;
- La poursuite des travaux de construction/réhabilitation des 56,30 km de pistes rurales (tronçons Edo-Wacha et Garin Baouchi-Karida-Gouchi) dans les PDE de Bandé et Gayi;
- La poursuite des travaux de construction de 18,9 km de pistes rurales (tronçon Mirriah-Houk) dans le PDE de Mirriah;
- La réception technique et provisoire des travaux de construction de 16,45 km de pistes (tronçons Magaria-Sawaya- Maikassoua) dans le PDE de Bandé.

URGP de Tahoua

- Démarrage des travaux des 143.33 km de pistes rurales ;
- Finalisation du recrutement de la mission de contrôle et surveillance des travaux de 143,337 km de piste
- Mise en œuvre des mesures environnementales.

4.2.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS11 : renforcement des structures de gestion

a) Objectifs opérationnels :

(i) Animer et renforcer les structures de gestion des marchés de demi- gros de Mayahi et Tchadoua ; (ii) Elaborer et mettre en œuvre les plans d'aménagement et d'opérationnalisation du marché de demi-gros de Guidan Roudji et de la Plateforme de Gourgia dans la region de Maradi; (iii) Mettre en place et suivre deux nouveaux dispositifs de collecte et de diffusion des informations sur les marchés de demi- gros de Mayahi et Tchadoua ; (iv) Poursuivre l'animation du système d'informations sur les 6 marchés agricoles (SIM) dont 5 à Tahoua et 1 à Maradi pour renseigner les acteurs des marchés de Tessaoua, Sabon Machi, Guidan Roudji, Gourgia Tchadoua, Mayahi et Djirataoua sur les tendances des prix et les volumes des produits ; (v) Mettre en place les cadres de concertation et structures de gestion des centres de collecte de Moulle, Serkin Haoussa, Tchaké et Zongon Oumara et poursuivre l'animation des mini Hadin Guiwa au niveau des centres de collecte de Koumassa et Koundigué au niveau du PDE de Sabon Guida ; (vi) Renforcer les capacités de gestion de 3 Maisons de paysan (Guidan Roudji, Sabon Machi et Tessaoua) ; (vii) Mettre en place, former et équiper 10 BCER dont 4 à Maradi et 6 à Zinder (PDE de Bandé, Mirriah, Gayi et Doungou); (ix) Poursuivre le renforcement des capacités des Unions des OP dynamiques qui auront la gestion des centres de collecte de Koumassa et Koundigué et continuer l'identification (x) Renforcer les capacités techniques des 3 Structures de Gestion (GIE) du Marché du Demi Gros de Sabon Guida et les Plateformes de Doguéraoua et Kéhéhé; (xi) Réaliser le diagnostic organisationnel des Brigades Communautaires d'Entretien Routier (BCER) de 72,67 km de tronçons de pistes et renforcer les capacités des BCER sur le plan organisationnel et fonctionnel du dispositif et Identifier des différentes formes de contribution des usagers à l'entretien des pistes; (xii) Accompagner 9

structures de gestion des infrastructures commerciales au niveau des PDE de Bandé, Doungou, Guidiguir, Mirriah, Guidimouni et Gayi.

La CENRAT apportera les appuis à travers à l'organisation des Forums régionaux sur la gestion des infrastructures de marchés (MDG, CC, PFC).

b) Stratégies de mise en œuvre

Les activités seront réalisées en partenariat avec les organisations de la société civile à travers les conventions signées avec le ProDAF/URGP. La mise en place et le renforcement des structures de gestion des infrastructures marchandes seront réalisées par AcSSA Afrique Verte pour les marchés de demi-gros, la CRA, les fédérations et le CPS pour la mise en place et le renforcement des structures de gestion des centres de collecte et maisons de paysans. Pour la collecte l'analyse et la diffusion des flux et prix des produits agricoles des marchés demi- gros une nouvelle convention de collaboration sera signée avec le SIMA (Système d'Information sur le Marché Agricole).

La mise en place, la formation ainsi que l'équipement des brigades communautaires seront réalisées en collaboration avec la Direction Générale des Routes Rurales (DGRR) du Ministère de l'Équipement. Les acteurs économiques des PDE les collectivités et les autorités administratives et coutumières seront pleinement impliqués dans tout le processus. Les acteurs économiques du PDE, la collectivité et les autorités administratives et coutumières seront pleinement impliqués dans tout le processus.

c) Niveau d'avancement :

Le niveau d'exécution physique global de l'AS 11 au 31 décembre 2020 est de 71% pour un taux de réalisation financière de 47%.

Maradi :

- Deux SIM mis en place et opérationnels au niveau des MDG de Mayahi et Tchadoua
- Un contrat PPP a été signé entre les acteurs du MDG de Guidan Roumdji et la Mairie
- 22 CVGER ont été équipés en matériel et équipement d'entretien routier ;
- Mise en place de 33 nouveaux CVGER ;
- Diagnostic des acteurs des marchés réalisé pour la mise en place de deux nouveaux cadres de concertation HGW au niveau des centres de collecte de Atantané et Guidan Mayaki ;
- Mise en place de 2 nouveaux Hadin Gwiwa et renforcement des anciens

Tahoua :

- Renouvellement de contrat de gestion pour les GIE de Sabon Guida et Doguéraoua ;
- Signature de contrat pour le GIE de Kéhéhé ;

Zinder :

- 3 BCER formées et des CVGER mis en place et équipés ;
- Convention signée avec AcSSA Afrique verte ;
- 3 Comités de gestion et d'entretien des infrastructures commerciales mis en place et formés

Tableau 22 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS11

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures							
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	3	464 691 107	3	217 346 361	71%	47%

d) Effets/tendances enregistré

- Les négociations du contrat PPP 2019 (Mairie et GIE) à Tessaoua et Sabon Machi pour la gestion déléguée se sont effectuées sans l'intervention externe (ProDAF ou AcSSA) ;
- Le respect des clauses du contrat PPP avec les municipalités notamment le versement des redevances à temps aux mairies et à chaque fin de mois (Tessaoua et Sabon Machi.)
- Réalisation des certaines activités par les structures de gestion (Achat des vivres, matériels logistiques pour location, construction des locaux pour le gardiennage.....)
- Plantation et entretien des arbres par le GIE dans les MDG ;
- Ouverture des comptes bancaires (GIE et mairies) pour les entretiens des pistes rurales reliées aux MDG ;
- La diversification des produits de MDG de Guidan Roudjji avec la pastèque en période de soudure.

d) Contraintes/difficultés rencontrées

- La principale difficulté est l'avènement de la pandémie du coronavirus qui a ralenti la fréquentation et le ravitaillement des deux marchés nouvellement lancés ;
- Diminution des flux des produits transitant au niveau du MDG de Sabon Machi suite aux mauvais rendements enregistrés dans la zone au cours de la campagne agricole de 2019 ;
- La fermeture de la frontière entre le Niger et le Nigeria a impacté considérablement le volume des produits agricoles surtout céréaliers à l'exportation ;
- La mise en œuvre du système de taxation sur les différents tronçons est très timide du fait de son caractère novateur dans la région.

e) Leçons apprises

- L'implication des autorités administratives et coutumières dans l'ingénierie sociale permet la réconciliation des acteurs des marchés et d'avoir un consensus sur la gestion ;
- Le maintien d'une bonne articulation entre ingénierie sociale et ingénierie civile pendant toutes les étapes du processus est un bon levier pour la réussite de l'opérationnalisation des marchés ;
- Une gestion concertée des infrastructures commerciales entre acteurs économiques, société civile rurale organisée et autorités locales dans un cadre de partenariat public privé (PPP) est gage d'une opérationnalisation réussie des marchés.

f) Perspectives

- Poursuite des activités d'animation et de formation des acteurs des marchés ;
- Lancement officiel des activités de la PFC de Kéhéhe ;
- Lancement officiel des activités au niveau des centres de collectes de Koundigué et Koumassa ;
- Mettre en place les structures de gestion des centres collectes ;
- Appui à la mise en œuvre des contrats de gestion des marchés ;

- Signature des protocoles de gestion des centres de collectes avec la mairie ;
- La poursuite de : (i) de l'ingénierie sociale au niveau : des MDG de Gayi et Mirriah, des 3 CCS de Gassafa, Zermou et Babban Ruwa et (ii) des activités d'entretien routier assurées par les BCER au niveau de 3 tronçons ;
- La conduite de l'ingénierie sociale au niveau de 2 nouveaux CCS projetés (Mazamni et Janbirdji) dans les PDE de Damagaram Takaya et Gayi.

4.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE

a) Objectifs opérationnels :

(i) Appuyer le financement de 67 dossiers pour Promoteurs individuels ou en groupements des MER à Zinder, à Maradi et à Tahoua à travers le mécanisme de financement à coûts partagés et (ii) Renforcer et recycler les capacités de neuf (9) Institutions Financières (IF) dont 4 à Maradi pour faciliter l'accès au financement aux promoteurs d'activités agricoles ou en lien avec les productions agricoles, la commercialisation dans les PDE; (iii) Appuyer l'élaboration Dossiers et le financement de 61 promoteurs de MER à Maradi et à Tahoua; (iv) Organiser deux séances d'animation en faveur des opérateurs du marché sur la stratégie de financement à coûts partagés à Tahoua et Maradi.

La CENRAT appuiera les URGP à travers les activités suivantes : i) Participer au niveau de la Direction Générale du FISAN de l'internalisation des politiques et stratégies Nationales des différents acteurs impliqués dans le financement rural ;(ii) organiser une étude thématique sur la gestion des subventions ; (iii) améliorer le niveau de mise en œuvre des activités en lien avec l'animation du volet Finance Rurale.

b) Stratégies de mise en œuvre

Pour la mise en œuvre de cette activité des conventions de collaboration seront signées avec les Ifs (Banques et IMF) partenaires du ProDAF. Les conventions signées avec l'ONG AcSSA Afrique Verte seront mises à profit pour prendre en charge l'accompagnement et le suivi de mise en œuvre des MER financées, la formation/recyclage des promoteurs potentiels et financés, organisation des séances d'animation en faveur des opérateurs du marché sur la stratégie de financement à coûts partagés et accompagnement des promoteurs dans l'élaboration des plans d'affaire.

c) Niveau d'avancement

Le niveau d'exécution physique de l'AS 12 est de 65% pour un taux d'exécution financière de 32%. Le taux d'exécution physique par URGP est de 67% Zinder, 27% à Tahoua et 97% à Maradi.

Tableau 23 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS12

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE			305 165 020		96 821 982	65%	32%
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Grpe/Indiv	20		0			
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	5		0			
Financement des promoteurs MER	Nbre	72		47			

d) Effets /tendances enregistrés

- Création d'emplois à travers la mise en œuvre de ces MER financés ;
- Emergence de la micro entreprise rurale autour des marchés ;
- Augmentation des revenus des bénéficiaires.

e) Contraintes/difficultés rencontrées

- La non Maitrise des échéanciers fixés et des pièces comptables par les bénéficiaires ;
- La lenteur dans le traitement des dossiers aux IMF ;
- Difficultés dans la transmission des rapports par la BAGRI (Technique et financier) ;
- Difficulté dans la finalisation de la convention 2020 de la BAGRI ;
- L'inéligibilité du fonds de roulement entraînant le rejet de dossiers soumis par les promoteurs ;
- L'Insuffisance dans l'information/sensibilisation des bénéficiaires ; ce qui limite les demandes de financement.

f) Recommandations

- Intensification des missions d'information et sensibilisation des bénéficiaires pour une meilleure maîtrise de tout le processus avant même l'obtention du financement ;
- Élaborer des outils simplifiés du financement pour un meilleur auto suivi des remboursements par les promoteurs.

d) Perspectives

Zinder :

- Signature de la convention 2020 avec la BAGRI ;
- Poursuite des activités MER (20 dossiers en instance de transmission à YARDA)
- Organisation des missions mensuelles de suivi des promoteurs MER

Tahoua :

- Poursuite de l'identification de nouveaux promoteurs à financer dans le cadre du plan riposte au COVID19) ;
- Renforcement de l'information/sensibilisation ;
- Evaluation de la convention.

Appuyer les promoteurs identifiés à élaborer leurs dossiers MER pour les soumettre aux IF pour financement.

e) Contraintes/difficultés

- Conditions lourdes (détenion de NIF et de Registre de Commerce) de financement des MER pour les Promoteur Ruraux, ce qui a bloqué longtemps l'avancement de l'activité.
- Le départ de la spécialiste de la BAGRI en matière du crédit agricole ;
- Le retard dans la mobilisation de l'apport de promoteurs ;
- La BAGRI exige une garantie financière pour tout financement de crédit des promoteurs
- La réticence de la BAGRI de financer un individu (la préférence est portée sur les GIE) dans le cadre des MER.

4.2.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS13 : Intégration régionale des échanges

a) Objectifs opérationnels

(i) Animer et superviser les 2 dispositifs de suivi des flux transfrontaliers et de pratique anormale dans l'espace du corridor K2M et Tahoua -Sakoto -Znfara ; (ii) Assurer le suivi des activités des consultants en gouvernance routière du CILSS ;(iii) Effectuer des missions de suivi des pratiques anormales sur les axes secondaires et au niveau des Marchés frontaliers importants au Niger, (iv) Effectuer des missions de prospection sur d'autres axes frontaliers afin d'apprécier l'importance des flux agropastoraux qui y transitent; (v) Tenir 6 ateliers transfrontaliers sur la facilitation des échanges dont 4 à Zinder et 2 à Tahoua; (vi) Conduire 4 études de faisabilité sur le bon d'enlèvement et appuyer la mise en place de la chambre conjointe; (vii) Opérationnaliser les bon d'enlèvement ; (ix) Réaliser 4 suivis des échanges transfrontaliers, (x) Animer/opérationnaliser 4 cellules techniques locales.

La CENRAT apportera des appuis à travers les activités suivantes :

(i) Apporter les ajustements méthodologiques nécessaires aux approches d'intervention en lien avec la sous- composante ii) Analyser les limites et les dysfonctionnements mis en évidence par la RMP dans la mise en œuvre des activités ; iii) Formuler des recommandations pertinentes et des propositions opérationnelles concrètes en vue de corriger d'éventuels problèmes et dysfonctionnements analysés ; iv) Organiser l'atelier de validation du rapport d'étude.

b) Stratégies de mise en œuvre

- Les activités seront réalisées en partenariat avec la Commission Mixte Nigero-Nigérienne de Coopération (CMNNC) et les institutions consulaires de commerce (Chambre de Commerce, d'Industrie du Niger, Chambre Régionale, Chambre Consulaire Conjointe Niger – Nigéria). Quant à la Collecte des données sur le terrain dans la zone des corridors Tahoua-SokotoZanfara, Maradi-Katsina-Kano et Zinder-Jigawa/Daura-Kano, elle sera faite par les enquêteurs en collaboration avec le CILSS dans le cadre de la convention CILSS/ProDAF/MTZ. L'analyse des données et production des rapports et notes techniques sera faite et diffuser par le CILSS, l'organisation des ateliers de restitution et de partage des principaux résultats par le ProDAF/MTZ et le CILSS, la supervision des dispositifs et l'organisation de l'atelier de restitution seront organisées conjointement par le CILSS et le ProDAF/MTZ.

c) Niveau d'avancement

Le taux d'exécution physique de l'AS 13 est de 49% dont 28% à Maradi, 50% à Tahoua et 56% à Zinder.

La réalisation financière est de 41%.

Tableau 24 : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS13

Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Prévisions 2020		Réalizations 2020		TRP	TRF
		Cibles prévues PTBA 2020	Montant prévu PTBA	Réalizations physiques	Réalizations financières		
AS13. Développement des échanges transfrontaliers			208 803 000		85 013 088	49%	41%
Appui à la Mise en place de cellules techniques locales et des corridors	Appui	6		3			

a) Effets /tendances enregistrés

- La baisse importante des flux des produits agropastoraux sur les axes du corridor K2M, occasionnant une variation relative de la disponibilité des denrées alimentaires et des prix sur les marchés (Source : rapport évaluation fermeture de la frontière du Nigeria) ;
- Le développement de stratégies de résilience par les producteurs et les commerçants qui cherchent d'autres débouchés pour la vente leurs produits ou pour s'en approvisionner ;
- Une baisse du taux de change de la Naira entraînant la valorisation des produits d'importation en défaveur des exportations vers le Nigeria (Rapport mission sensibilisation sur l'Intégration Régionale des Échanges et MER).
- Une forte synergie d'action entre les partenaires dans le cadre du renforcement de la coopération transfrontalière PRAPS, GIZ et OIM.

d) Contraintes/difficultés rencontrées

- La crise de la pandémie du COVID 19 qui a mis un coup de froid à presque toutes les activités économiques le long du corridor et l'isolement de villes entières par mesures de précaution ;
- Lenteur dans le traitement des conventions avec les CTL au niveau de la CENRAT et du FIDA pour l'obtention de l'Avis de Non Objection ;
- La fermeture de la frontière avec le Nigeria a beaucoup impacté sur la mise en œuvre des activités dans la zone du corridor principalement le suivi des flux transfrontaliers engendrant ainsi d'énormes manques à gagner pour les deux pays ;
- Les blocages de certains acteurs (Comptoirs, Fédérations, Mairie) des filières dans le cadre de la levée du BEC par les GIE ;
- Commerce transfrontalier à caractère informel entre le Niger et Nigéria difficile à contrôler ;
- Les collecteurs de produits agropastoraux n'arrivent pas à percevoir leurs indemnités prévues dans le cadre de la convention CILSS-ProDAF durant toute la période de sa mise en œuvre.

e) Leçons apprises/recommandations

- Les échanges commerciaux transfrontaliers des produits agros pastoraux constituent un pilier important de la disponibilité et de l'accessibilité aux produits agros pastoraux, donc de la sécurité alimentaire ;
- Intensifier les activités (au niveau politique et bilatéral) favorisant une meilleure intégration des communautés de la CEDEAO afin que les autorités respectent plus les textes auxquels ils souscrivent dans le cadre des échanges commerciaux transfrontaliers des produits agros pastoraux en particulier ;

- La chambre de commerce et d'Industrie du Niger doit accélérer le processus de mise à échelle du Bon d'Enlèvement et de Commercialisation sur les MDG pilotes en vue de faciliter les échanges commerciaux interne ;
- La CMNNC doit veiller sur la collaboration entre les agents collecteurs des flux / tracasseries et les corps de métier intervenant dans les contrôles routiers sur le corridor relatif à la collecte des données transfrontalières des produits agropastoraux.

f) Perspectives

- Poursuite des activités de sensibilisation des acteurs des corridors sur les formalités liées au commerce interne et transfrontalier des produits agros pastoraux ;
- Renforcement des rencontres de partage avec les CTL des autres corridors du Niger pour une synergie d'action et d'échange d'expériences ;
- Réflexion dans le sens de trouver des alternatives pour l'animation des corridors en contexte de crises (telles que la fermeture des frontières et les épidémies) ;
- Poursuite d'animation des cellules techniques locales (CTL) ;
- Poursuite des missions d'appui pour faciliter la levée du BEC aux GIE ;
- Poursuivre la tenue des rencontres périodiques avec la partie Nigériane pour discuter sur les entraves liées aux échanges commerciaux ;
- Poursuivre le suivi des flux transfrontaliers des produits agropastoraux dans l'espace des Corridors ;
- Poursuivre la sensibilisation et la formation des acteurs sur leurs droits et devoirs en matière de la libre circulation des biens et services ;
- Amener les Etats fédérés du corridor Zinder-Daura-Jigawa-Kano à financer leurs CTL respectives.

4.3. Etat de mise en œuvre de la composante c « gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs »

4.3.1. Etat d'exécution physique et financière des activités de suivi-évaluation et gestion des savoirs »

Le système de Suivi Evaluation du ProDAF permet de mesurer la performance du programme en termes d'activités réalisées, de produits obtenus, d'effets induits et d'impact atteint. Pour cela, un dispositif fonctionnel de collecte, traitement, analyse et partage de données fiables et précises est mis en place. Les informations et enseignements capitalisés vont contribuer à : (i) une gestion/planification plus efficace et efficiente du programme ; (ii) une prise de décision en temps opportun et des orientations stratégiques plus rationnelles/pertinentes basées sur des éléments tangibles ; (iii) une culture de redevabilité et communication envers les partenaires techniques et financiers ainsi que les populations cibles qui doivent encourager l'action.

4.3.1.1. Etat d'exécution physique et financière des activités du Suivi Evaluation du ProDAF

a) Objectifs opérationnels

- Appuyer l'évaluation de l'impact global du programme à travers la conduite des études thématiques afin d'apprécier les effets/impact des interventions conduites dans ces domaines au niveau de la région ;
- Conduire 9 études thématiques d'effets/impacts de la mise en œuvre du ProDAF sur les populations bénéficiaires ou sur les autres composantes écosystémiques sur lesquels intervient le programme.
- Organiser des ateliers bilan/capitalisation ;

-

- Tenir des ateliers d'échanges et de partage d'informations avec les différents partenaires de mise en œuvre ;
- Faciliter l'organisation des missions de supervision et de suivi ;
- Contribuer à la mise en œuvre de la convention avec le BNEE ;
- Animer et poursuivre la mise en place du système S&E participatif à travers :

Le **dispositif de ciblage villageois** : à travers la redynamisation du dispositif de ciblage villageois qui permet de faire le suivi des bénéficiaires des activités du programme et l'impact de celles-ci sur leur progression socio-économique.

Le **dispositif AEF** il s'agit de ; (i) assurer un suivi régulier des marges brutes dégagées par un échantillon des 1200 exploitants agricoles et un suivi rapproché des volumes des transactions des MDG/CC/PF (ii) collecter, traiter et diffuser les données économiques et financières des exploitations agricoles/MDG/CC/PF ; (iii) former et recycler les acteurs en matière en conseil de gestion à l'exploitation familiale (iv) élaborer des notes spécifiques de capitaliser

Par rapport au **dispositif EX-ACT**, il s'agit de : (i) mettre en place et animer le dispositif de suivi du carbone Ex-ACT qui permettra de faire l'évaluation et le suivi du volume de carbone émis/séquestré à travers les activités agro-sylvo-pastorales conduites par le programme ; (ii) conduire une étude de référence pour l'opérationnalisation du dispositif EXACT.

b) Stratégies de mise en œuvre

- i) Les études thématiques seront mis en œuvre en collaboration entre la CENRAT et les URGP, toutefois des consultants/Cabinets indépendants pourront être recrutés pour des études plus approfondies au besoin ;
- ii) les équipes techniques/composantes techniques seront mis à profit dans l'élaboration des notes et des rapports d'activités, l'organisation des missions de supervision et des revues ;
- iii) Pour le dispositif de ciblage villageois, les missions de suivi des bénéficiaires des différentes activités du programme vont se poursuivre au niveau des villages CVSE ;
- iv) La mise en œuvre des activités du dispositif AEF se fera à travers l'Appui de la CENRAT notamment l'Assistante Nationale chargé des questions d'analyses économique et financière en collaboration avec les Equipes S&E et les opérateurs ;
- v) La mise en œuvre des activités du dispositif EX-ACT se fera à travers l'Appui de la CENRAT notamment l'Assistante Nationale/GRN/CC en collaboration avec les Equipes S&E et les opérateurs ;
- vi) Une concertation avec les autres URGP et CENRAT à travers une feuille de route globale permet d'uniformiser les approches et le calendrier de mise en œuvre des activités de ce volet.

c) Niveau d'avancement

Ainsi dans le domaine du suivi Evaluation les actions suivantes ont été réalisées :

La conduite des études de référence socioéconomique pour les pistes de l'URGP/Tahoua

La conduite une étude socio-économique Ouvrage de mobilisation des eaux Zinder

L'élaboration des termes de référence de recrutement des consultants pour étude CVA/PRECIS

Tenue de l'atelier d'harmonisation et appropriation des outils SE notamment la BD

L'élaboration d'une présentation PP sur l'Evaluation des activités hors prêt du FIDA et d'une note d'auto évaluation des projets FIDA au Niger dans le cadre de l'Evaluation du Portefeuille FIDA au Niger

L'élaboration des Plans d'action du premier semestre pour les guichets FEM, ASAP et ProDAF/FIDA.

L'Elaboration du plan d'action COVID 19 du ProDAF sur la base du Template envoyé par le FIDA et renseignés par les URGP

L'Elaboration du plan d'action pour les fonds de démarrage du PRECIS

La mise à jour du Rapport ORMS/FIDA pour le ProDAF et le remplissage de la fiche rapport du 1^{er} trimestre du MAG/EL

L'élaboration des planifications triennales des projets ProDAF/MTZ et PRECIS sur demande du MAG/EL

Appui aux URGP à la Collecte des données pour l'évaluation des revenus de 1200 exploitations agricoles familiales de l'échantillon du dispositif d'AEF dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder

Appui aux URGP au traitement des données et à la production du rapport d'évaluation des revenus de 1200 exploitations agricoles familiales de l'échantillon du dispositif d'AEF dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder

Elaboration des Termes de référence en appui aux URGP pour la mise en place de la 2ème génération du dispositif AEF des Exploitations agricoles familiales (EAF) du ProDAF/MTZ à travers le recyclages/formations des acteurs et la collecte des données de référence d'un échantillon de 1200 EAF qui feront l'objet de suivi continu de leurs marges pour la période de 2020 à 2022

Participation à la visio-conférence pour le cadrage de la mission de formulation du volet BAD du PRECIS.

Appui aux l'URGP de Zinder et Tahoua à l'analyse de la viabilité des infrastructures de commercialisation construites (Centres de collecte, plateformes, maisons de paysan) dans les PDE de Guidimouni, Bandé, Doungou, Badaguichiri, (Zinder) Dogueraoua, Kehéhé, Karofane et Sabonguida (Tahoua) et d'appréciation de l'accompagnement réalisé pour leur opérationnalisation à travers les opérateurs spécialisés (AcSSA Afrique verte, CRA, GIE, Fédérations/Unions, etc.) (rapport disponible)

Un appui aux URGP de Maradi et Tahoua pour l'évaluation de la biomasse et la prise d'image par drone des sites récupérés

Tableau 25 : Niveau de réalisations physiques et financières des activités de S-E

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme	Budget Prévu	43 750 000	35 000 000	58 200 000	38 500 000	175 450 000
	Décaissement	27 350 551	15 384 044	24 153 309	50 132 846	117 020 750
	TEF	63%	44%	42%	130%	67%
	TEP	54%	50%	46%	68%	55%

d) Contraintes/difficultés rencontrées

- La disponibilité aléatoire de l'internet rend difficile l'utilisation quotidienne/suivi des activités avec la base de données électronique.

e) Leçons apprises/recommandations

- Encourager la production de documents (livrables) portant le logo du ProDAF et qui pourront être utilisé par les acteurs pour une meilleure visibilité ;
- Les réunions mensuelles avec l'ensemble des partenaires représentent une plateforme de communication interactive et d'appropriation de l'approche PDE.

f) Perspectives

- Validation de la thématique d'étude et conduite de ladite étude ;
- Soumission du plan d'action 2020 de la convention avec le BNEE et financement des 1er TDR.
- Conduite des études thématiques au 2ème semestre 2020.

4.3.1.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Communication

a) Objectifs opérationnels

(i) Produire des gadgets de communication du programme ; (ii) Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques, expériences réussies ; (iii) Poursuivre l'animation et l'opérationnalisation de la plate-forme d'échange environnementale (Tahoua et Zinder) ; (iv) construire et équiper le centre de documentation de l'URGP/Tahoua ; (v) Poursuivre l'opérationnalisation du centre de documentation de l'URGP/Zinder.

b) Stratégies de mise en œuvre

La mise en œuvre de cette activité se fera à travers la production des articles, la multiplication et la diffusion des supports d'informations en mettant à contribution les consultants et les imprimeries ; l'appui du chargé de communication et de l'assistante technique en changement climatique notamment pour la plateforme d'échanges d'informations environnementales et d'un agent de développement local pour l'animation du centre de documentation. Pour le centre de documentation de Tahoua, l'étude technique a été conduite depuis fin 2018 et les travaux de construction se poursuivront y compris leurs contrôles. Le centre sera équipé et fonctionnel en 2020.

c) Niveau d'avancement

En matière de communication des actions entreprises ont abouti aux résultats ci-dessous :

- des supports de communication produits et diffusés (bloc-notes, chemises, stylos, gilets) ;
- Des actions de communication lors des événements sont menées (réceptions des tronçons de piste) ;
- la bibliothèque électronique mise à jour ;
- Actualisation et diffusion 3 publi-reportages pour améliorer la visibilité des activités du ProDAF ;
- Communication réalisée via les radios communautaires

Tableau 26 : Niveau d'exécution financière des activités de Communication

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Communication et Gestion des savoirs	Budget Prévu	16 550 000	70 773 782	22 150 000	5 000 000	114 473 782
	Decaissement	4 745 100	51 119 835	8 260 046	1 790 760	65 915 741
	TEF	29%	72%	37%	36%	58%
	TEP	40%	75%	58%	76%	62%

d) Leçons apprises/recommandations

- Poursuivre la prise en charge des actions qui améliorent la visibilité du Programme ou toute autre activité similaire ;
- Porter à l'échelle internationale la communication pour une meilleure visibilité du ProDAF en direction des partenaires du FIDA ;

- Rendre effective la mise en ligne d'un site web ;
- Produire davantage de supports de communication pour une participation effective de qualité du ProDAF a tout événement d'envergure nationale ou internationale

e) Perspectives

- Elaboration des notes de capitalisation/d'information en prélude à la prochaine mission d'appui FIDA/Gouvernement ;
- Acquisition des journaux (sahel dimanche et Sahel quotidien) au profit du centre ;
- Production et diffusion de publiereportages ;
- Poursuite de la diffusion du clip audio et vidéo avec les media ;
- Production d'articles promotionnels (produits de fin d'année) ;
- Mise en place effective d'un site web ;
- Production et diffusion des succès stories (gestion des savoirs).

4.3.1.3. Etat d'exécution physique et financière des activités de Dialogue politique

Dans le domaine du dialogue politique et des appuis techniques spécifiques, les principales activités réalisées sont regroupées en trois volets à savoir la coordination de la CENRAT, la représentation des projets relevant du programme Niger FIDA et l'assistance technique aux URGP. Il s'agit de :

- ✓ La gestion du processus d'élaboration et de signature des conventions de partenariat avec une dizaine de structures (RECA, DGGR, CNSEE, BNE, HAC3N, CILSS, CCIN, CMNNC, APCA, DG/FISAN) en collaboration avec les ATN ;
- ✓ La participation aux clusters de réflexion et d'études sur les stratégies sectorielles notamment sur la finance rurale, l'appui conseil agricole, la petite irrigation, la gouvernance foncière, l'adaptation au changement climatique, etc. ;
- ✓ La gestion du processus de formulation des documents de conception et de signature des accords de financement se rapportant aux différents volets du PRECIS notamment le volet FIDA, OFID et BAD ;
- ✓ La gestion du processus d'élaboration de la contribution du FIDA à travers le ProDAF au plan d'action sur le COVID 19 ;
- ✓ La participation à deux missions d'appui aux URGP portant sur les thématiques connaissant des difficultés notamment la finance rurale et la gestion des marchés ;
- ✓ La participation à deux ateliers de validation des outils de gestion notamment le plan d'action de la CENRAT, le manuel de gestion administrative, comptable et financière ;
- ✓ La participation à la gestion du processus de conduite de l'évaluation stratégique du portefeuille FIDA au Niger ;
- ✓ La gestion de deux processus de recrutement des agents des URGP et de la CENRAT sous le leadership du comité ad'hoc mis en place à cet effet ;
- ✓ La coordination de trois réunions de management qui ont permis de statuer sur plusieurs préoccupations soumis à l'appréciation de l'équipe de management.

En plus des activités citées ci-dessus, il faut ajouter toutes les activités qui relèvent de la gestion quotidienne des instances notamment la validation des TDR, le contrôle interne des DRF, DPD, la liquidation des liasses comptables de paiement, l'établissement et la signature des avenants aux contrats initiaux du personnel, la conduite des évaluations de performance du personnel, la signature des contrats des consultants chargés de réaliser des études).

Tableau 27 : Niveau d'exécution financière des activités d'appui au dialogue politique

Activité structurante		Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Appui à l'animation du dialogue politique	Budget Prévu	20 000 000	30 000 000	47 500 000	45 000 000	142 500 000
	Decaissement	12 584 300	20 923 888	35 460 899	32 344 386	101 313 473
	TEF	63%	70%	75%	72%	71%
	TEP	75%	75%	80%	84%	79%

4.3.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Coordination et gestion administratives et fiduciaires

Objectifs opérationnels

(i) assurer la coordination de tous les opérateurs et partenaires de la mise en œuvre, leur suivi et évaluation interne; (ii) assurer la programmation, le suivi et l'évaluation des activités réalisées sur le terrain; et (iii) assurer la gestion et l'utilisation efficiente des ressources du projet. Le processus stratégique de mise en œuvre des activités se définit à trois niveaux (i) Le Comité National de Pilotage est chargé de l'orientation stratégique et vérifie la cohérence des orientations du programme avec les stratégies, (ii) La Cellule Nationale de Représentation et d'Assistance Technique (CENRAT) est chargée :i) de l'appui en ingénierie de projet, ii) du dialogue politique, iii) du volet pistes rurales, iv) du suivi-évaluation, et v) de la consolidation financière du Programme et (vi) une équipe de management composée des deux assistants techniques nationaux senior de la Cellule Nationale de Représentation et d'Assistance Technique (CENRAT) et des trois coordinateurs régionaux donne des orientations pratiques aux équipes.

En termes d'activités conduites, l'on retient :

Dans le cadre de la coordination et de la gestion administrative en termes d'activités conduites et judiciaire du programme, l'on retient :

- La finalisation des travaux de construction du nouveau siège de la CENRAT/ProDAF à Niamey et le déménagement de la CENRAT dans les nouveaux locaux ;
- L'Acquisition de 4 nouveaux véhicules dont 2 Station Wagon et 2 Pick -up, pour renforcer les capacités logistiques de la CENRAT et des partenaires ;
- L'acquisition de matériels informatiques et bureautiques pour mettre les agents dans les meilleures conditions de travail ;
- Appui au Recrutement de l'auditeur et organisation de l'audit externe des comptes 2019 du ProDAF prévu en 2020 ;
- La conduite des audits internes trimestriels des comptes du ProDAF au titre du 3ème et 4ème trimestre de l'année 2019
- Prise en charge des salaires du personnel, leurs déplacements et le fonctionnement courant et l'entretien du matériel roulant ;
- Acquisition de lots de fourniture de bureau ;
- L'entretien et l'aménagement des nouveaux bureaux,
- Elaboration de DRF pour assurer la justification des fonds aux bailleurs et pour garantir la disponibilité des ressources permettant la poursuite des activités du programme
- Elaboration des rapports financiers trimestriels pour rendre compte de l'exécution de la gestion fiduciaire du programme
- Appui aux URGP du Programme dans la mise en œuvre des aspects fiduciaires de leurs activités.
- L'appui aux activités de formulation et de démarrage des nouveaux financements RBA et PRECIS

Tableau 28 : Niveau de réalisation financière du volet coordination et gestion du Programme

Activité structurante		Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Coordination et Gestion du Programme	Budget Prévu	300 488 580	268 602 834	240 463 842	429 064 027	1 238 619 283
	Decaissement	202 998 977	177 411 596	156 166 879	278 881 501	815 458 953
	TEF	68%	66%	65%	65%	66%
	TEP	76%	66%	70%	72%	71%

III. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PTBA 2020

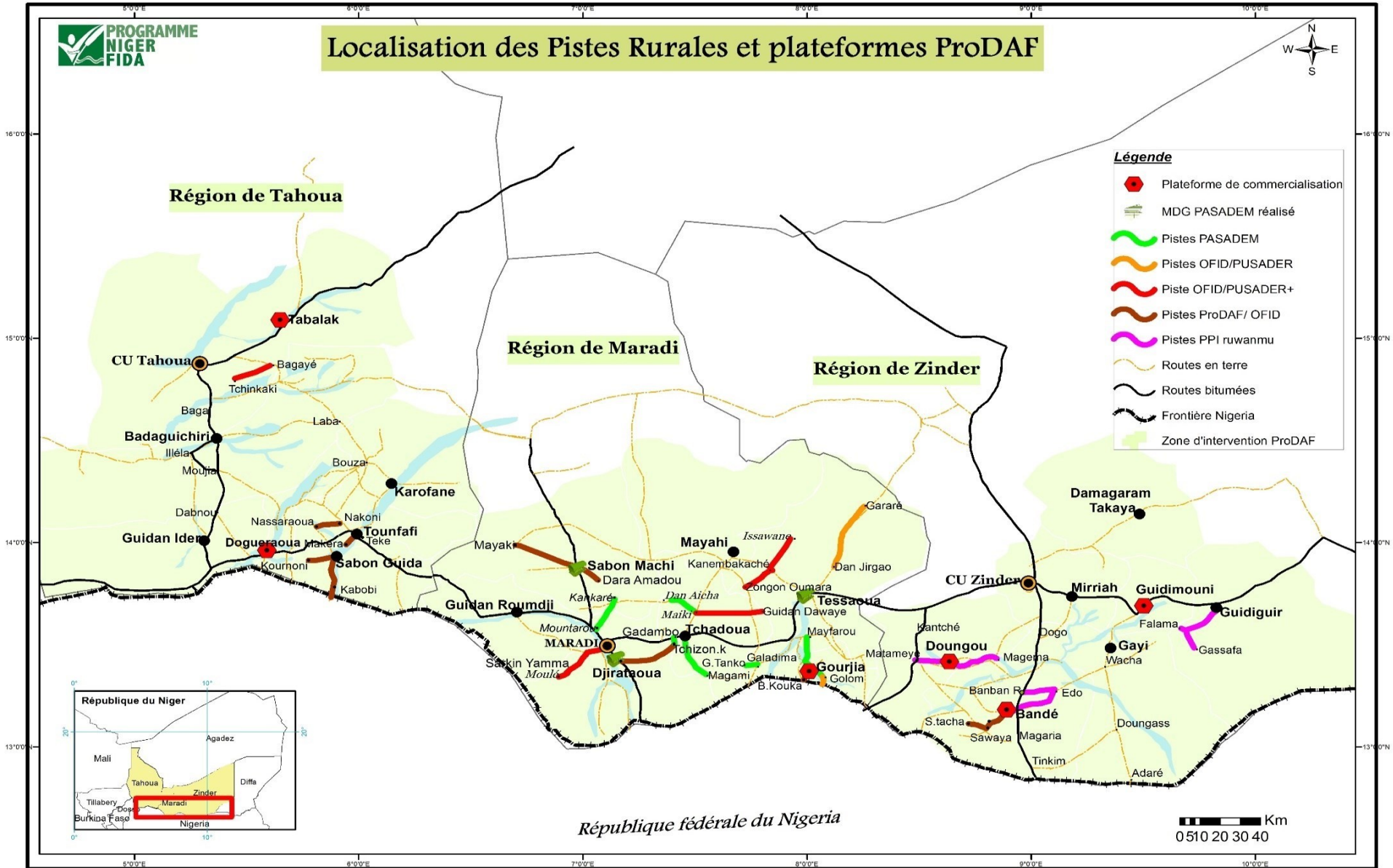
Les principales contraintes et difficultés rencontrées et qui ont impacté négativement sur l'exécution du programme pendant la période sous revue sont les suivantes :

- La pandémie du COVID 19 qui n'a pas permis la mise en œuvre des certaines activités notamment celles nécessitant le rassemblement des producteurs ou des déplacements (sensibilisation, ateliers/ formations groupées, l'organisation des missions terrain et même l'organisation du travail sur le terrain);
- La faible capacité des entreprises recrutées qui a une fois de plus entravé l'avancement normale des travaux de construction des certaines infrastructures (seuils, Mini Barrage, CCS, pistes.) ;
- Le blocage au niveau des enregistrements de certains marchés HT lié à la nouvelle loi de finances qui considère les montants de ces marchés TTC alors que les accords de financement signés par le FIDA et le Gouvernement du Niger a considéré ces marchés
- Le non-respect des délais des contrats des travaux par les Entreprises qui fait en sorte que les contrats des cabinets de contrôle finissent avant l'achèvement des travaux.
- La faible capacité des institutions Financières (en termes de capitaux, de ressources humaines, logistiques, logiciels, outils etc.) ainsi que les interventions de certains projets et programme avec des mécanismes différents voir même contradictoires au FISAN ne permet d'avancer dans le financement des promoteurs

IV. CONCLUSION

La lourdeur administrative qui caractérise le processus des passations conjuguée à une tension de trésorerie connue au deuxième trimestre par le programme en particulier sur les guichets FEM et ASAP a influé sur la performance globale en terme des taux d'exécution physique et financière du PTBA 2020. Malgré ces contraintes/difficultés rencontrées, la plupart des activités prévues dans la période ont été réalisées avec plus ou moins du retard. Néanmoins sur la base du rythme d'avancement constaté l'on peut espérer un taux d'exécution satisfaisant du PTBA en fin d'année. Toutefois, les unités de gestion du Programme doivent adopter progressivement une démarche d'anticipation dans la planification opérationnelle des activités tandis que le FIDA et le MAG/EL doivent accepter le traitement des dossiers (DANO et passation de marchés) avec célérité.

Localisation des Pistes Rurales et plateformes ProDAF



- Légende**
- ◆ Plateforme de commercialisation
 - Pistes PASADEM
 - Pistes OFID/PUSADER
 - Piste OFID/PUSADER+
 - Pistes ProDAF/ OFID
 - Pistes PPI ruwanmu
 - Routes en terre
 - Routes bitumées
 - Frontière Nigeria
 - Zone d'intervention ProDAF



République fédérale du Nigeria

Km
0 10 20 30 40